



ReLations

Pour qui veut une société juste

NUMÉRO 779

août 2015

Fragments d'éphémère

S'enfermer dans l'immédiateté

La petite fleur espérance

La fragilité des moments politiques

L'état de grâce

L'instant et l'infini



ARTISTE INVITÉ : JACQUES GOLDSTYN

7,00 \$



ACTUALITÉS

4

HORIZONS

Menace sur l'eau au Brésil
Bernard Lestienne, s.j.

9

LE CARNET

DE MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE
Éloge de la vraie librairie

10

PLAIN-CHANT

CHRONIQUE LITTÉRAIRE
Une prose pour la route
Paul Chamberland

28

AILLEURS

Burkina Faso : en finir avec l'ère Compaoré
Amzat Boukari-Yabara

30

REGARD

Israël-Palestine :
au-delà de la solution à deux États
Entrevue avec Jeff Halper
réalisée par Michaël Séguin

33

DÉBAT

Quelle place pour la radicalité
dans notre société ?
Benoît Coutu
Emiliano Arpin-Simonetti

38

39

EN BREF

40

MULTIMÉDIAS

42

LIVRES

43

Couverture : Jacques Goldstyn, 2015,
crayon de bois, pastel et aquarelle sur papier

DOSSIER

FRAGMENTS D'ÉPHÉMÈRE

Fragments d'éphémère Jean-Claude Ravet	12
S'enfermer dans l'immédiateté Marc Chabot	14
[sans titre] Hélène Monette	15
La petite fleur espérance Raymond Lemieux	16
Mouches à feu Hélène Monette	19
La fragilité des moments politiques Diane Lamoureux	20
L'état de grâce Catherine Caron	22
Infinitions José Acquelin	23
L'instant et l'infini Jean-Claude Ravet	25
Filiation Emiliano Arpin-Simonetti	26

ARTISTE INVITÉ

Après avoir été géologue en Alberta, **Jacques Goldstyn** a délaissé le pétrole pour revenir à ses premières amours : le dessin. Incrusté aux *Débrouillards* depuis 35 ans, il y a créé la grenouille Beppo. Il collabore aussi à d'autres publications dans le domaine de la vulgarisation scientifique. Il est un collaborateur régulier de *Relations* depuis 2004. Sous le pseudonyme de Boris, il commet quelques caricatures politiques pour *L'Aut'journal*, la *Gazette de la Mauricie* et la CSN. Il a publié *Le Petit Tabarnak* (2013) et *L'Arbragan* (2015) aux éditions de la Pastèque.

FONDÉE EN 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Depuis plus de 70 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les exclus et les plus démunis. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques et religieux de notre époque.

DIRECTRICE
Élisabeth Garant
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Ravet
RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Catherine Caron
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Emiliano Arpin-Simonetti
DIRECTION ARTISTIQUE
Mathilde Hébert
ILLUSTRATION
Philippe Ducros, Jacques Goldstyn,
Christine Palmieri
RÉVISION/CORRECTION
Éric Massé

COMITÉ DE RÉDACTION
Yves-Marie Abraham, Gilles Bibeau,
Eve-Lyne Couturier, Claire Doran,
Céline Dubé, Guy Dufresne, Lorraine
Guay, Mouloud Idir, Agustí Nicolau,
Rolande Pinard, Jacques Racine,
Louis Rousseau, Michaël Séguin
COLLABORATEURS
Gregory Baum, André Beauchamp,
Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert,
Marc Chabot, Paul Chamberland,
Amélie Descheneau-Guay, Marie-
Andrée Lamontagne, Marco Veilleux
IMPRESSION HLN
sur du papier recyclé contenant
100 % de fibres post-consommation.

DISTRIBUTION LMPI / HDS Canada
Relations est membre de la SODEP.
Ses articles sont répertoriés dans *Érudit*,
Repère, *EBSCO* et dans l'*Index de*
périodiques canadiens.
ABONNEMENTS SODEP
(Revue *Relations*)
C.P. 160, succ. Place d'Armes
Montréal (Québec) H2Y 3E9
514-397-8670
abonnement@sodep.qc.ca
6 numéros (un an) :
40 \$ (taxes incluses)
Deux ans : 70 \$ (t. i.)
À l'étranger : 55 \$ Étudiant : 25 \$
Abonnement de soutien : 100 \$ (un an)
TPS : R119003952 TVQ : 1006003784

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales
du Québec : ISSN 0034-3781
Version numérique : ISSN 1929-3097
ISBN PDF : 978-2-924346-15-0

Nous reconnaissons l'appui financier du
gouvernement du Canada par l'entremise
du Fonds du Canada pour les périodiques
qui relève de Patrimoine canadien.

Canada

BUREAUX
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél. : 514-387-2541, poste 279
relations@cjf.qc.ca
www.revue-relations.qc.ca

Souveraineté alimentaire : plus de cohérence svp !

L'été est souvent l'occasion d'apprécier et de redécouvrir nos campagnes. Toutefois, cette année, on risque fort d'y rencontrer des citoyens inquiets, en colère et en lutte pour protéger leur milieu de vie et leurs leviers démocratiques de développement, dans un contexte d'austérité et de menaces multiples, pétrolières notamment. La démocratie est piétinée par les gros sabots comptables du gouvernement Couillard. Au nombre des victimes : Solidarité rurale du Québec, qui a perdu 75 % de son financement. La Politique nationale de la ruralité est quant à elle en voie d'être réduite à une peau de chagrin. Quant à la Politique de souveraineté alimentaire, qui donc en parle ?

À cet égard, le rempart qui protège en grande partie de la concurrence étrangère nos producteurs de lait, de volaille et d'œufs – ce qu'on appelle

de leurs produits et signer cette entente afin d'imposer leurs règles dans la zone Asie-Pacifique, avant la Chine et l'Inde. Le président Obama est déterminé à en forcer l'adoption d'ici la fin de l'année. Toutefois, il fait face à une forte opposition, qui considère à juste titre le PTP – documents officiels révélés par WikiLeaks à l'appui – comme un énième coup de force des multinationales contre les intérêts des travailleurs et des populations.

Notre système de gestion de l'offre pourrait donc être affaibli, voire disparaître, mais faut-il le sauver ? La question se pose. En principe, celui-ci visait à ce qu'on produise ce qu'il nous faut de volailles, d'œufs et de lait par l'attribution de quotas, en assurant des revenus stables et équitables aux producteurs ainsi que de bons produits et de bons prix aux consommateurs. Dans les faits, depuis plusieurs années, l'Union paysanne et ses alliés dénoncent la cartellisation du système. Les quotas ont pris trop de valeur et sont devenus le monopole de quelques gros producteurs et intégrateurs, devenant inaccessibles aux petits producteurs, à la relève et à ceux qui veulent produire autre chose que des produits de masse uniformisés. Bon dans ses principes initiaux, cet outil qui se voulait collectif est donc à réinventer aux yeux de plusieurs, qui s'appliquent à construire des alternatives au modèle dominant.

À trop vouloir le beurre et l'argent du beurre, les gros joueurs de l'agro-industrie québécoise nuisent à la diversité de la production, sans souci d'équité. Il est désolant d'entendre l'Union des producteurs agricoles (UPA) affirmer : « Nous ne sommes pas contre le PTP. Nous sommes pour un PTP avec la gestion de l'offre intégralement préservée et sans concessions d'accès au marché. » C'est insuffisant et symptomatique d'une position contradictoire où l'UPA et consorts veu-

lent protéger ce qui les arrange d'un côté et conquérir des marchés de l'autre.

Or, lorsqu'on a vraiment à cœur la souveraineté alimentaire du Québec, lorsqu'on veut que nos institutions publiques puissent favoriser la production alimentaire locale et lorsqu'on veut protéger nos politiques publiques des attaques des multinationales, la seule position cohérente est de s'opposer fermement aux accords de libre-échange et de promouvoir un modèle plus juste et solidaire.

En 2007, c'est le message qu'envoyaient 42 organisations, incluant des joueurs de l'agro-industrie (UPA, Coop fédérée, Agropur), en signant la déclaration « Pour un nouveau contrat social fondé sur la souveraineté alimentaire ». Ils revendiquaient que l'agriculture soit protégée, voire affranchie des règles du commerce international, comme le font encore aujourd'hui des centaines de mouvements paysans. L'ont-ils oublié ?

La Via Campesina d'Amérique du Nord (dont fait partie l'Union paysanne) et celle d'Europe, dans une déclaration commune du 17 avril dernier, elles, persistent : « Nous maintenons que les accords que sont l'AÉCG, le PTCL, le PTP et les accords leur étant reliés ne sont pas nécessaires au commerce entre les pays, et que ces traités vont limiter la capacité des gouvernements élus de créer des lois, règlements, politiques et programmes visant les intérêts du public, des agriculteurs et agricultrices et de notre environnement. » Ces organismes montrent la voie à suivre.

CATHERINE CARON



Jacques Goldstyn,
2015, encre, crayon
de bois, pastel
et aquarelle sur
papier

le système de gestion de l'offre – est menacé par un accord de libre-échange présentement négocié par le Canada : le Partenariat transpacifique (PTP)¹. Dans un monde globalisé, ce système protectionniste est mal vu et il ne faut pas compter sur le gouvernement Harper pour le défendre, malgré de beaux discours à cet effet. Isolé sur cette question parmi les 12 pays qui négocient le PTP, il est peu probable qu'il résiste aux pressions. Les États-Unis veulent nous vendre davantage

1. Lire Stuart Trew, « Le Partenariat transpacifique : un chèque en blanc ? », *Relations*, n° 760, novembre 2012.



Une région, c'est plus que de la ressource !

En Abitibi-Témiscamingue, l'opposition au régime d'austérité et de mépris des régions du gouvernement libéral grandit.

DANIK LAPORTE

L'auteur est agent sociopolitique au Regroupement d'éducation populaire de l'Abitibi-Témiscamingue (RÉPAT)

À en croire les libéraux, une région n'est utile que si elle peut fournir des ressources et la démocratie n'est saine que si la majorité est silencieuse. Sinon, comment expliquer le plan de démantèlement des territoires mené actuellement par le gouvernement de Philippe Couillard?

C'est avec un zèle colonial et un mépris coutumier –et évidemment sans consultations– que de graves décisions touchant les régions ont été prises par ce gouvernement ces derniers mois. Nous avons d'abord eu droit à des déclarations trompeuses dès 2014: «Le Parti libéral: le parti des régions!» ou «Les régions sont au cœur de nos préoccupations». Puis, à des affirmations méprisantes de la part du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, Pierre Moreau, suggérant qu'il ne procédait à aucun saccage des outils d'auto-détermination des régions et que le monde municipal ne comprenait rien. Ensuite, le Conseil du patronat

est venu «préciser» la pensée du ministre lors de la Commission parlementaire sur la Stratégie gouvernementale de développement durable: et si on fermait les municipalités improductives?

À la manière des régimes coloniaux, les libéraux misent sur la division des forces vives et sur la concentration des pouvoirs en réduisant de 300 millions de dollars les transferts aux municipalités, en abolissant les centres locaux d'emploi (CLD) ainsi que le Fonds de soutien aux territoires en difficulté, les programmes d'aide à la rénovation et à l'adaptation de domicile, les forums jeunesse, les bureaux régionaux du Conseil du statut de la femme et les Conférences régionales des élus (CRÉ). Ces dernières, bien que créées sous le gouvernement libéral de Jean Charest et souvent critiquées pour leur complaisance à l'égard du pouvoir, s'inscrivaient néanmoins dans la tradition de défense des intérêts régionaux, initiée il y a 45 ans par le mouvement des paroisses marginales, les *Opérations Dignité*.

De surcroît, en chambre, ce gouvernement utilise le bâillon afin de réduire les instances démocratiques du réseau de la santé et de concentrer ainsi le pouvoir au sein d'un seul conseil d'administration par région, qui plus est, nommé par le ministre! Un coup de force dont on ne mesure pas encore toute l'ampleur.

En Abitibi-Témiscamingue, 5400 emplois ont été perdus entre février 2014 et février 2015 (Institut de la statistique du Québec), dont 1400 postes à temps plein. À ce bilan accablant s'ajoutent ainsi les 132 postes de cadres coupés dans le réseau de la santé, la quarantaine d'emplois amputés dans la fonction publique et les dizaines d'emplois perdus en raison de l'abolition de la CRÉ, des CLD, du forum jeunesse, etc. –tous des emplois à prédominance féminine. La situation est telle que même les partisans du tout-à-l'économie commencent à penser que l'austérité néolibérale creuse le fossé des inégalités.

Une fosse: voilà ce qui risque de rester de cette région déjà minée par une dépendance malsaine à l'industrie extractive, dépendance dont elle tentait de se libérer depuis la création des institutions aujourd'hui menacées ou déjà disparues. Or, pendant que tout est sacrifié sur l'autel du déficit zéro, que le budget de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue est amputé de 2,5 millions de dollars et celui du cégep de 1,2 million de dollars, on continue d'avantager les compagnies minières qui pillent nos ressources, et ce, sans contrepartie.

Heureusement, les gouvernements d'hier et d'aujourd'hui ont souvent tort au sujet du peuple. Les grèves du secteur minier ont permis une amélioration fulgurante des conditions de travail. Ensuite, la ténacité de nos bâtisseurs et de nos bâtisseuses a permis de généraliser l'accès à des services

Blocage de la route 117, le 1^{er} mai 2015.
Photo: Archives de la CSN





d'éducation et de santé universels dans toutes les régions du Québec. Les luttes écologistes et les mouvements sociaux ont ancré une culture de résistance et de convergence qui s'exprime encore dans les alliances contre les mesures d'austérité et contre le déra-

cinement. La coalition Touche pas à ma région a mobilisé 5000 personnes en Abitibi-Témiscamingue le 29 janvier dernier; le Réseau de vigilance de la région, qui représente plus de 30 000 personnes, a participé au mouvement de grève sociale du 1^{er} mai dernier. Occupations de bureaux de députés et de

ministres, blocages de routes, tribunal populaire, manifestations, pétitions, campagnes de sensibilisation se succèdent. Chose certaine, les citoyens et les citoyennes de la région n'ont pas dit leur dernier mot. ●

Répression et profilage politique

Le printemps étudiant de 2015 aura été marqué par le déploiement d'une répression aussi brutale que disproportionnée.

CÉLINE BELLOT

Si, côté météo, le printemps a été froid, la rue, elle, a eu chaud. Les images, les témoignages et les réactions abondent pour montrer à quel point la répression du mouvement étudiant, mobilisé contre les mesures d'austérité et l'exploitation des hydrocarbures, a été forte. L'arsenal répressif déployé a été implacable: manifestations déclarées illégales dès les premiers instants; utilisation de gaz lacrymogènes et autres armes; arrestations de masse; brutalité policière; accusations en vertu du Code de la sécurité routière ou du Code criminel; encadrement massif des manifestants par les policiers; lourdes conditions de remise en liberté; on a même usé de détentions provisoires.

Outre l'intensité de cette répression, ce qui frappe, lorsqu'on pose sur le printemps 2015 un regard rétrospectif, c'est qu'elle a été déployée contre un mouvement social à peine en émergence. Cela constitue une grave atteinte à la démocratie. En 2012, les autorités politiques, mais aussi institutionnelles, ont d'abord et avant tout cherché à nier, à minimiser le mouvement social de contestation



contre la hausse des frais de scolarité. En 2015, force est de constater que ces mêmes autorités ont pris une nouvelle avenue, marquée non pas par un désintérêt pour la critique des politiques d'austérité, mais par une réelle volonté de lutter de manière autoritaire contre ces critiques. Du ministre de l'Éducation au recteur de l'UQAM, du maire de Québec à la responsable de la sécurité publique au Conseil exécutif de la Ville de Montréal, le mot d'ordre était celui de l'intolérance et de la démonstration de force.

La commande était passée, les forces policières et judiciaires étaient légitimées pour réagir activement et de manière forte. Or, l'enjeu pour la démocratie est réel. L'austérité, contre laquelle se sont mobilisés les étudiants, mais aussi plusieurs groupes

sociaux, syndicats et citoyens ce printemps, n'est pas qu'un simple mot. Elle est d'abord et avant tout une manière de transformer radicalement le modèle social-démocrate construit patiemment depuis des décennies au Québec, modifiant de manière durable le rôle de l'État dans l'exercice de la solidarité à l'égard des populations les plus vulnérables de notre société. Non, la critique de l'austérité n'est pas floue et ses revendications ne sont pas éparées. Elle s'appuie sur la défense globale d'une vision de la justice sociale, qui tend à réduire les inégalités sociales et à assurer une égalité des chances pour toutes et tous dans tous les secteurs de la société: éducation, santé, justice, emploi, logement, etc. Réprimer de manière aussi ostentatoire cette critique contribue non pas simplement à

L'auteure est professeure à l'École de service social de l'Université de Montréal et directrice de l'Observatoire des profilages



L'auteur, journaliste indépendant, a publié *L'Afghanicide*, cette guerre qu'on ne voulait pas gagner (VLB, 2014)

L'art d'utiliser la guerre

Sous prétexte de lutter contre le groupe armé État islamique en Irak et en Syrie, le Canada mène aussi une guerre intérieure contre la transparence et l'imputabilité.

MARTIN FORGUES

consolider le projet néolibéral de réduction du rôle social de l'État, mais bien davantage à soutenir son imposition autoritaire en utilisant les forces policières et judiciaires à ce dessein.

Dès lors, la table est mise pour assurer un traitement différentiel des convictions politiques et favoriser un profilage politique des personnes et des groupes qui contestent les mesures d'austérité et leurs effets. Pourtant, une démocratie construite sur une garantie des libertés politiques devrait garantir ces dissidences dans leur expression comme dans leur organisation. Dans cet esprit, la police et la justice devraient être les piliers de l'état de droit et non les instruments de l'autoritarisme gouvernemental et institutionnel. Avoir peur de manifester, être inquiet d'exprimer ses idées, craindre des décisions judiciaires, appréhender d'être surveillé et contrôlé, être intimidé dans son quotidien constitue aujourd'hui le lot de bien des personnes et de groupes qui contestent l'austérité. Cette réalité témoigne de la dérive autoritaire actuelle.

Pourtant, la mise en place d'un modèle social-démocrate au Québec s'est accompagnée de nombreuses luttes qui ont permis à tous les citoyens de bénéficier de services publics forts, de mécanismes de protection et de sécurité sociale qui ont soutenu leur développement et leur épanouissement comme ceux de la société dans son ensemble. La défense de ce modèle exige et exigera encore des luttes tout aussi légitimes. Elles doivent pouvoir exister, plutôt que subir la menace de la répression. ●

Le 4 septembre marquera le premier anniversaire de l'entrée du Canada dans la guerre contre le faux califat autoproclamé «État islamique». Un nouveau chapitre de cette «guerre au terrorisme», qu'on imagine encore sans fin.

Impossible de ne pas y voir à la fois le parachèvement d'un grand chantier de militarisation entrepris par le gouvernement Harper et la justification, par celui-ci, de lois liberticides, à la veille d'une élection qui se voudra, d'une certaine façon, un test d'approbation par l'électorat canadien.

Cette guerre n'échappe donc pas à une honteuse instrumentalisation politique, pratique fétiche de ce gouvernement. Un mois et demi seulement après le début de cette nouvelle campagne militaire, deux attentats secouaient le pays. Deux meurtres commis contre des soldats canadiens par deux jeunes hommes séduits par l'idéologie takfiriste (djihadiste) des combattants du groupe armé État islamique (EI) qui, de leur côté, ne manquèrent pas d'en revendiquer la responsabilité grâce à leur réseau de propagande, un art obscur dans lequel ils sont passés maîtres.

Pourtant, les va-t-en-guerre du gouvernement Harper utilisent les mêmes stratagèmes propagandistes. Il fallait entendre le premier ministre lui-même dire que «leur faire la guerre là-bas, c'est assurer notre sécurité ici», alors que les actions militaires alimentent, au contraire, la rancœur envers l'Occident. Avec les mensonges politiques et militaires, elles fournissent du carburant à la machine propagandiste de

l'EI, dont la genèse remonte à la débâcle américaine en Irak et dont les militants se livrent aujourd'hui à des exactions dignes des pires crimes contre l'humanité. Nous combattons des ennemis que nous avons grandement contribué à fabriquer.

Si tant est que l'on désire en finir avec le caractère perpétuel que prend cette «guerre au terrorisme», les moyens militaires ne sont pas les bons. Pour couper l'herbe sous le pied de l'EI, il faut plutôt s'attaquer aux maux qui l'alimentent –notamment le néo-colonialisme qui déstructure les sociétés où il s'implante ainsi que la xénophobie et les inégalités socio-économiques auxquelles font face de nombreuses personnes de confession musulmane en Occident, pour ne donner que ces exemples.

Les défenseurs de cette guerre se gargarisent sans cesse d'arguments fallacieux pour en légitimer non seulement l'essence, mais également le caractère secret au nom de la «sécurité nationale». Ils sont montés aux barricades lorsque les médias ont révélé que les soldats des forces spéciales prenaient une part active à la mission de combat, contrairement aux dires du gouvernement. Ce dernier a alors accusé les médias de risquer la vie des soldats –bien qu'aucun détail précis sur leurs opérations n'ait été rendu public. Même le Bureau parlementaire du budget peinait à obtenir les détails sur le coût réel de la mission, estimé à près d'un demi-milliard de dollars d'ici à la fin de l'année 2015. Cela n'a pas empêché le gouvernement de prolonger la mission et de l'étendre en territoire syrien, sans véritable débat public.



Vraisemblablement, le gouvernement souhaite que cette guerre demeure exemptée de toute transparence et d'imputabilité, à l'image de ce que le journaliste américain Jeremy Scahill définit, dans son essai *Dirty Wars* (Lux, 2014), comme «le nouvel art de la guerre».

Dans une allocution prononcée durant le Forum social des peuples à

Ottawa, en août 2014, le professeur Greg Albo de l'Université York faisait allusion au «nouveau militarisme canadien», expliquant notamment le changement de paradigme entre une politique militaire axée sur le «maintien de la paix» et l'actuelle doctrine calquée sur les échecs criminels de l'administration de George W. Bush. Si l'on devrait peut-être plutôt parler de

«renouveau militariste», considérant que les missions onusiennes peuvent aussi s'inscrire dans un débat sur leur caractère néocolonialiste, il n'en demeure pas moins que la direction prise par le gouvernement Harper ne peut qu'avoir des conséquences funestes.

Jean-Paul Sartre disait que «la guerre, on ne la fait pas, c'est elle qui nous fait». Le gouvernement Harper mène actuellement une guerre sur plusieurs fronts – non seulement sur le sol d'Irak et de Syrie, mais également sur son propre sol, cette fois contre la transparence et l'imputabilité. L'histoire nous apprend, toutefois, qu'il s'agit là d'un sens unique vers la défaite. ●

Manifestation du Collectif Échec à la guerre contre le militarisme canadien en 2013. Photo : Martine Éloy

Cuba–États-Unis : vers une normalisation ?

À quelles conditions l'engagement d'un dialogue devant mener à une normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba pourra-t-il être qualifié d'«événement historique» ?

CLAUDE MORIN

Pendant 55 ans, comme l'a reconnu Barack Obama, la politique de Washington a été d'essayer de renverser la Révolution cubaine. Deux mots la résumaient : «*regime change*». Les États-Unis ont utilisé à cette fin une panoplie de moyens, le principal étant l'embargo commercial, économique et financier décrété en 1962. L'objectif était de prendre le peuple cubain en otage et de l'affamer afin de le pousser à se soulever contre son gouvernement. Cela est écrit noir sur blanc dans les mémos internes jus-

tifiant cette mesure foncièrement immorale. Washington croyait que le régime castriste ne pourrait survivre à cette opération d'asphyxie. L'embargo a causé des souffrances et des dommages colossaux de l'ordre de 100 à 1000 milliards de dollars selon les variables prises en compte.

L'embargo ne fut cependant qu'un des leviers d'intervention utilisés par Washington. Le débarquement à la baie des Cochons, en 1961, est l'épisode le plus spectaculaire parmi les nombreuses tentatives visant à inverser le cours de l'histoire. D'autres formes d'agression ont jalonné ce

demi-siècle. On a dénombré des centaines d'actes de sabotage contre des installations cubaines, des attentats contre les missions diplomatiques, en plus des complots pour assassiner Fidel Castro. Ces actions ont fait plus de 3500 morts et des milliers de personnes handicapées. Les États-Unis ont même introduit dans l'île des maladies ciblant les humains, les plantes et le bétail. Ils ont mené des campagnes récurrentes pour discréditer le gouvernement cubain, l'attaquant sur la question des droits de la personne. Ils ont politisé à l'excès cette question, sans égard au fait qu'ils contribuaient eux-mêmes à entretenir à Cuba une attitude défensive, paranoïaque diraient certains. La réaction des autorités cubaines fut parfois excessive, il est vrai, mais la menace était bien réelle. Les États-Unis ont

L'auteur, historien spécialiste de l'Amérique latine, est professeur honoraire de l'Université de Montréal



«À bas l'embargo!», dit la pancarte d'une des milliers de personnes réunies à la Place de la Révolution, le 1^{er} mai 2015, à La Havane. Photo : PC/Ramon Espinosa

tout fait pour créer, financer et orienter une opposition interne. Ce n'est pas le moindre des paradoxes qu'en raison de leur ingérence continue et subversive dans le pays, ils ont constitué un obstacle majeur à l'institutionnalisation du pluralisme à Cuba.

L'indépendance cubaine a toujours été contraire à la façon dont les États-Unis ont défini leurs intérêts de sécurité avant et après 1959. Au XIX^e siècle, ils appliquèrent à Cuba la métaphore du «fruit mûr». Cuba, détachée de l'Espagne, devait tomber dans le giron comme un fruit mûr tombe au sol. Au XX^e siècle, une fois l'indépendance acquise, le conflit eut comme mobile l'affirmation de la souveraineté cubaine face à la volonté de Washington

de dicter ses choix en matière de politiques économiques ou d'alliances. Les relations entre ces deux pays n'ont jamais été normales, tendues qu'elles furent entre deux pôles : libération/ domination, rébellion/soumission.

Barack Obama a parlé de la nécessité d'une «nouvelle approche». Pourtant, rien n'indique que les États-Unis ont renoncé à la stratégie qui fut la leur pendant un demi-siècle. L'objectif plus ou moins affirmé selon les milieux serait toujours de provoquer un changement de régime à La Havane. Le *soft power* pourrait réussir là où l'usage de la force (*hard power*) a échoué, le moment étant plus favorable grâce à la relève des générations. La nouvelle politique tiendrait donc à un change-

ment de tactique. Washington prétend faire à visage découvert ce qu'il faisait clandestinement, faute d'avoir été présent par le biais d'une ambassade, de ses sociétés, de ses touristes, de ses valeurs.

La décision de rétablir des relations – dans laquelle le pape a joué un rôle de médiation important – ne sera «historique» que si Washington renonce à tenter de dicter ou d'orienter la conduite des dirigeants et du peuple cubains. Le processus de «normalisation» – si tant est qu'une normalisation authentique est envisageable – s'annonce long et contradictoire. L'embargo, la pièce maîtresse, ne sera pas démantelé d'un coup. Plusieurs sujets litigieux opposent les deux pays : la rétrocession de Guantánamo, le sort des propriétés confisquées aux *cubano-americanos* et aux sociétés états-uniennes, les indemnités réclamées par Cuba pour les dommages causés par l'embargo et les attentats, les privilèges exceptionnels accordés aux émigrants cubains, etc.

Par-dessus tout, il y a un principe fondamental : le respect de la souveraineté cubaine. «Nous devons apprendre l'art de coexister, de façon civilisée, avec nos différences», déclarait Raúl Castro en décembre dernier ; une phrase qu'il a reprise à Panama en avril. Barack Obama et ses successeurs peuvent-ils adopter cette règle essentielle à une coexistence pacifique? ●

Imposer l'austérité à l'école publique, c'est **hypothéquer** notre avenir collectif.



— ALLIANCE
DES PROFESSEURES
ET PROFESSEURS
DE MONTRÉAL —





Menace sur l'eau au Brésil

BERNARD LESTIENNE, S.J.

Il est paradoxal qu'on puisse parler de carence d'eau au Brésil, tant ce pays est riche de cette ressource. Pourtant, la manière dont les sols ont été occupés et exploités et la dégradation des écosystèmes ont entraîné de profonds changements dans les cycles hydrologiques. Déboisement, désertification, épuisement de sources d'eau, usage exagéré d'engrais toxiques et pollution industrielle sont quelques-uns des facteurs ayant conduit à l'appauvrissement des ressources en eau qui compromet gravement le développement futur au Brésil.

Dans ce contexte, le déboisement a déjà grugé près de 20% de la région amazonienne, ce qui affecte nettement les flux d'humidité des régions sud et sud-est du pays, d'où provient plus de 60% du PIB, ce qui a de graves conséquences sur la création d'emplois et la production de biens de consommation. D'autres régions, comme le Nord-Est, sont touchées par un processus de désertification. Plus de mille municipalités dans les régions semi-arides de la Caatinga, par exemple, souffrent aujourd'hui de désertification à différents niveaux, avec une perte continue sur le plan de la production agricole.

La région de la Mata Atlântica, sur la côte sud et sud-est du pays, n'a plus que 7% de sa couverture forestière originelle. Des millions de sources d'eau et de milieux aquatiques ont été détruits. Le Cerrado, une importante région de savanes qui couvre les États de Bahia, de Minas Gerais, de Goiás et de Tocantins, est couvert de cultures intensives de soja, extrêmement hydriques, sur environ 50% de son territoire.

Il n'est donc pas surprenant d'assister à une diminution, parfois dramatique, des ressources d'eau pour l'agriculture, l'industrie et la consommation urbaine. La compétition pour l'accaparement de ces ressources est à

présent aggravée par de grands travaux d'infrastructure qui modifient la dynamique de grands fleuves. Apparaît un nouveau paradoxe : les grands barrages érigés pour la production d'énergie hydroélectrique deviennent peu à peu des réservoirs qui se vident. Or, l'énorme coût écologique et social de ces barrages – dont les populations locales et indigènes sont les premières à souffrir – a été sous-estimé par les pouvoirs publics et économiques. On note, entre autres, de graves pertes sur le plan de l'identité culturelle et des processus productifs traditionnels.

Plus de mille municipalités dans les régions semi-arides de la Caatinga, par exemple, souffrent aujourd'hui de désertification, avec une perte continue sur le plan de la production agricole.

En dépit de cette dégradation environnementale continue, non seulement vivons-nous une période de désarticulation et d'absence de politiques publiques écologiques, mais nous faisons face, en plus, à un véritable assaut de la part du Congrès national contre un ensemble de normes juridiques de protection de l'environnement.

Il n'y a pas, dans la société brésilienne, une conscience des impasses écologiques globales ni de demandes en faveur de changements sur la question de l'eau en particulier, même dans des situations critiques, comme ce fut le cas lorsque la ville de São Paulo a manqué d'eau récemment. On remarque une déconnexion entre la réalité et les comportements quotidiens. Les causes de ce phénomène doivent être analysées. Est-ce le mythe des ressources naturelles infinies, ou encore la soif de consommation, qui empêche une juste perception des faits ? Ou est-ce l'individualisme exacerbé qui ne permet pas de penser et de réfléchir à la notion de bien commun ? L'air,

l'eau, les forêts, les sols, les fleuves, les océans sont tous des biens de propriété collective, mais la société ne le perçoit pas.

Par quel chemin sortir de cette impasse ? Les solutions pour transformer la réalité existent déjà dans notre société, mais en nombre insuffisant. Il y a, par exemple, des pratiques de protection des sources et des rives des fleuves, essentielles pour garantir les flux d'eau. Des expériences encourageantes de restauration de forêts et de bassins hydrographiques ont eu de bons résultats écologiques et aussi économiques, contribuant à la création d'emplois et de richesse. On ne peut oublier, en effet, que la dégradation écologique est en même temps un processus d'appauvrissement, car la raréfaction des ressources affecte la capacité de survie de millions de personnes.

Une agriculture et une foresterie écologiques, sous la forme de petites propriétés, contribuent également à une gestion adaptée des eaux, tandis que les grandes monocultures épuisent les ressources hydriques. Le financement gouvernemental, y compris les crédits agricoles des banques publiques, devrait donc être inversé : plutôt que de soutenir essentiellement l'agro-business du soja destiné à l'exportation, il devrait prioriser le maintien des petites propriétés ayant une production diversifiée en aliments et en bois.

Compte tenu que l'eau est une ressource si essentielle au maintien de la vie, de la société et de son économie, et que l'on a atteint des limites critiques, il est urgent d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques publiques adaptées visant une gestion juste et efficace de l'eau. L'État a une responsabilité à cet égard qu'il ne peut déléguer. Et la société civile a la responsabilité de le lui faire comprendre et de promouvoir une relation plus harmonieuse avec la nature. ●

L'auteur, jésuite, est membre de l'Institut brésilien de développement (Ibrades), à Brasília



Photo : Martine Doyon

ÉLOGE DE LA VRAIE LIBRAIRIE

Tout le monde est pour la vertu. Au début de l'année 2015, le jeune patron et cofondateur de Facebook, Mark Zuckerberg, s'est donné le défi de lire un livre chaque quinzaine. Non sans inviter la terre entière à commenter ses choix de lecture, bien sûr. «Ce serait bien, aurait-il dit, si on ne faisait pas juste *liker* les livres, mais si on les lisait aussi.» Cette vérité qui tombe sous le sens devait sans doute être rappelée aux millions de solitaires qui hantent le cyberspace à la recherche d'amis. Pour l'instant, la page du groupe créée autour de l'initiative (*A Year of Books*) aligne des essais sur la société, l'économie, la politique ou le management, tous publiés en anglais, et aucun ouvrage littéraire, pas même de science-fiction, la littérature n'ayant curieusement rien à apprendre à cet ancien de Harvard.

Plus curieuse encore est l'image choisie pour identifier la page: des rayons croulant sous de vieux grimoires et des livres anciens. Telle est, en effet, l'idée qu'on se fait de la lecture dans le monde hyper-connecté. Ce n'est pas grave. Pourquoi faudrait-il enlever sa part de rêve au réel? D'autant que, s'agissant de lectures, certains s'emploient à réduire le réel à des algorithmes censés calculer les probabilités que vous aimiez ces livres-ci puisque vous avez acheté ce livre-là. Du coup, l'image d'une bibliothèque poussiéreuse vient insuffler un peu d'âme à ce qui en est totalement dépourvu.

Pourtant, nul besoin de se réfugier dans le passé (façon tour de Montaigne) ou dans les jeux de rôles (façon

scriptorium de monastère) pour lutter contre le commerce totalitaire du livre. Il suffit d'entrer dans une librairie, de préférence indépendante, de préférence à échelle humaine –l'une ne va pas sans l'autre.

Là, le lecteur est pris pour ce qu'il est: un être intelligent et libre. S'il s'empare d'un livre, en tourne les pages ou en lit quelques lignes, aucun logiciel permettant le feuilletage ne viendra mettre fin à ses approches pour lui signifier qu'il est temps de passer à la caisse s'il veut en savoir plus. Et s'il souhaite avoir un avis sur le livre qu'il songe à acheter, il verra s'avancer vers lui un être humain raisonnablement cultivé et lecteur comme lui, à savoir le libraire –non une suite de commentaires, truffés de points d'exclamation et d'émoticônes, pour la plupart rédigés par des plumes mercenaires, par les amis de l'auteur, sinon par ce dernier.

Mais voilà, pour avoir envie d'entrer dans une vraie librairie, il faut déjà avoir envie de lire. Le goût de la lecture n'est pas donné à tous, et ne le sera jamais. Cela étant, on n'empêchera pas les faits d'être têtus: même en tenant compte de leurs problèmes, les sociétés où l'éducation et la lecture sont valorisées sont aussi souvent les plus développées et celles réputées les plus agréables à vivre; les familles où les livres sont présents, ouverts et lus avec appétit sont aussi souvent celles où les enfants ont un meilleur départ dans la vie; les enfants qui lisent à la maison sont souvent aussi ceux qui réussissent le mieux en classe. Je vous épargne les statistiques à l'appui de ces affirmations que vous trouverez par ailleurs avec un peu d'effort. Et vous m'épargnez l'étiquette de technophobe, puisque vous avez compris que je ne le suis pas.

Un chiffre, tout de même: en 1871, 61% des Canadiens français ne savaient pas lire, rappelle le sociologue Jean-Philippe Warren dans sa biographie d'Honoré Beaugrand (Boréal, 2015). Un siècle et demi plus tard, les Québécois n'en sont plus à ignorer l'alphabet, mais ils continuent d'avoir un problème avec la lecture et le livre, comme le montrent les enquêtes à ce sujet et l'absence criante de la littérature dans l'espace public. Certes, les grands lecteurs diminuent en France et dans la plupart des pays occidentaux, à mesure que croît le nombre de lecteurs moyens ou occasionnels, mais le capital symbolique du livre y demeure important. En revanche, que le nombre de grands lecteurs diminue au Québec, où ils ne sont déjà qu'une poignée, que le livre y soit ignoré ou tenu pour peu de chose par les élites politiques ou médiatiques, et c'est l'ensemble de la société québécoise qui en pâtit.

Par conséquent, ce n'est pas comme une espèce menacée et fragile que j'aime à voir la librairie indépendante, mais comme un lieu de première nécessité, où le lecteur trouvera ce dont il a besoin –en ligne ou sur place.

Et le non-lecteur? Imaginons-le qui met les pieds dans une librairie. Son premier mouvement sera sans doute d'être intimidé. Son deuxième, d'hésiter, même quand il aura trouvé le livre qui lui plaît: c'est qu'il croit ne pas avoir le temps de lire. Son troisième, d'être embêté: c'est qu'il croit ne pas avoir les moyens de se l'offrir, tout livre paraissant toujours trop cher au non-lecteur. Son quatrième, d'oser.

Ça y est. Il était intelligent. Le voilà libre. ●

Fragments d'éphémère

Notre rapport au temps est rempli de paradoxes. Dans nos sociétés qui valorisent à outrance la jouissance éphémère d'une consommation sans lendemain, la finitude de nos existences – tout aussi éphémères – tend à être évacuée au profit d'un idéal de jeunesse éternelle ; la révolte est passagère, mais elle sème des germes de changement dans le temps long de l'histoire ; l'expérience de la beauté et de l'infini ne peut se vivre que dans un instant très court ; les œuvres d'art éphémères laissent des traces plus pérennes qu'on ne l'imagine... Derrière toutes ces apories se dessine la nécessité d'être à l'écoute de la fragilité au cœur de la vie. Ce dossier nous y convie.



Jacques Goldstyn, 2015,
encre, crayon de bois,
pastel et aquarelle
sur papier

Fragments d'éphémère

JEAN-CLAUDE RAVET

L'esprit du capitalisme imprègne notre temps. Tout en vient à être marqué du sceau de l'éphémère : c'est le gage d'authenticité, la forme que tout doit prendre à l'intérieur d'un système de production déchaîné et son corollaire, la consommation effrénée. Le monde, les choses, les êtres et la vie même se voient peu à peu transformés avidement en marchandises, en valeurs, en matériaux, en énergie, en capital. Le provisoire, le jetable, sont la norme, au nom du dogme de la croissance et des profits sans fin.

Les élites sont à cet égard des modèles – véritables apôtres des bonnes conduites nous vantant les promesses joyeuses de la malléabilité, de l'adaptabilité et du modelage incessant. Ne pas suivre leur exemple, c'est prendre le risque d'être piétinés par la roue implacable de l'Histoire ou de rejoindre les multitudes de superflus laissés en rade.

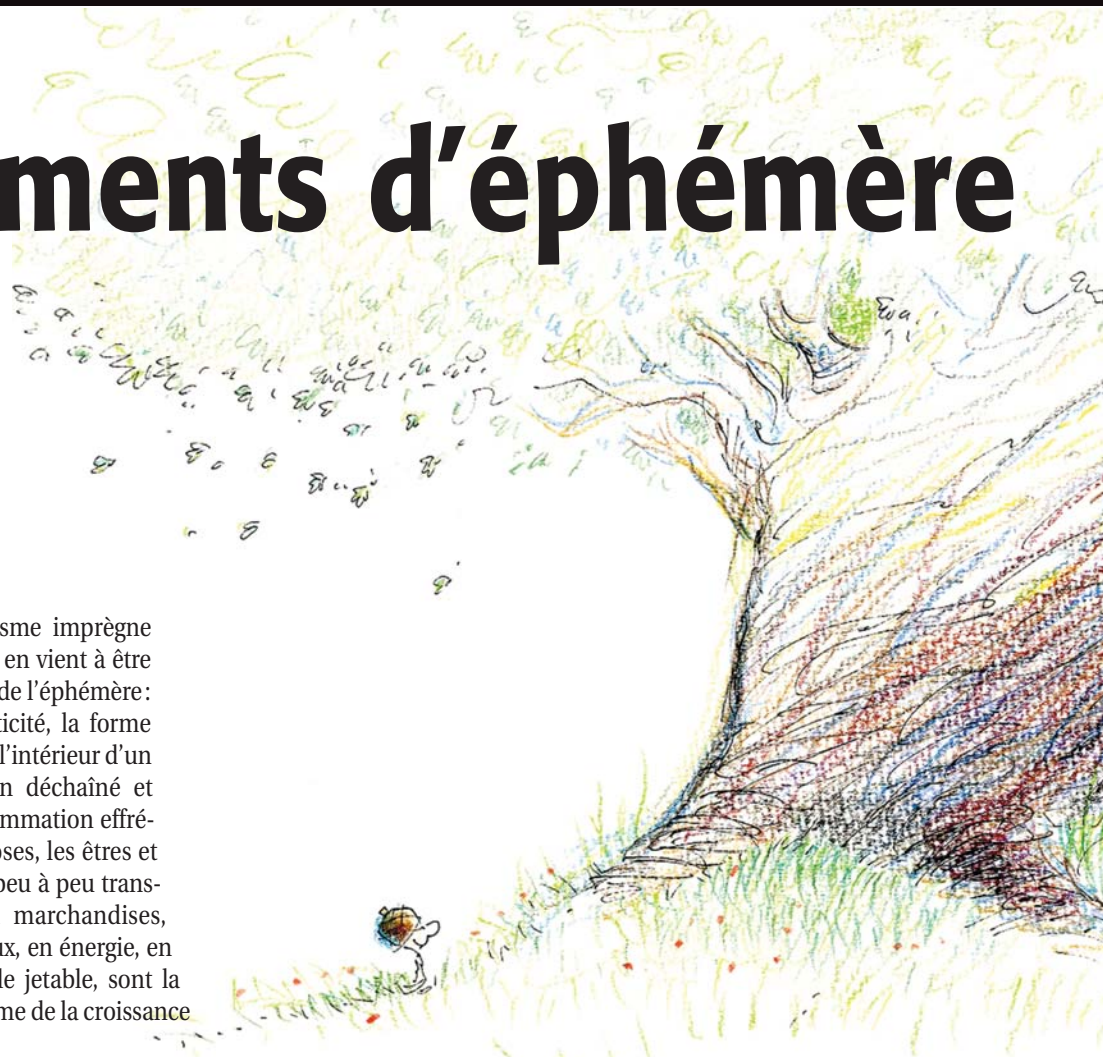
Mais l'éphémère n'est pas que la forme de vie des serviteurs dociles et parfois même zélés d'un monde où « l'humanité fait figure de damnée » (Walter Benjamin) ; il s'agit avant tout du signe vivant de notre finitude, de la fragilité de la condition humaine, associé intimement au jaillissement de la vie, à l'expérience de la beauté et à la joie de vivre. On se rappellera le film de Wim Wenders, *Les ailes du désir*. L'ange Damiel, las de recueillir depuis l'apparition de la vie humaine les moindres signes de sa beauté, finit par renoncer à l'éternité pour embrasser la vie – malgré la mort inéluctable, malgré le désespoir possible, la souffrance. Il souhaite ainsi pouvoir enfin éprouver la vie dans sa chair, la goûter, la sentir, la toucher, tout ce dont il était témoin dans l'espace terne de l'éternité.

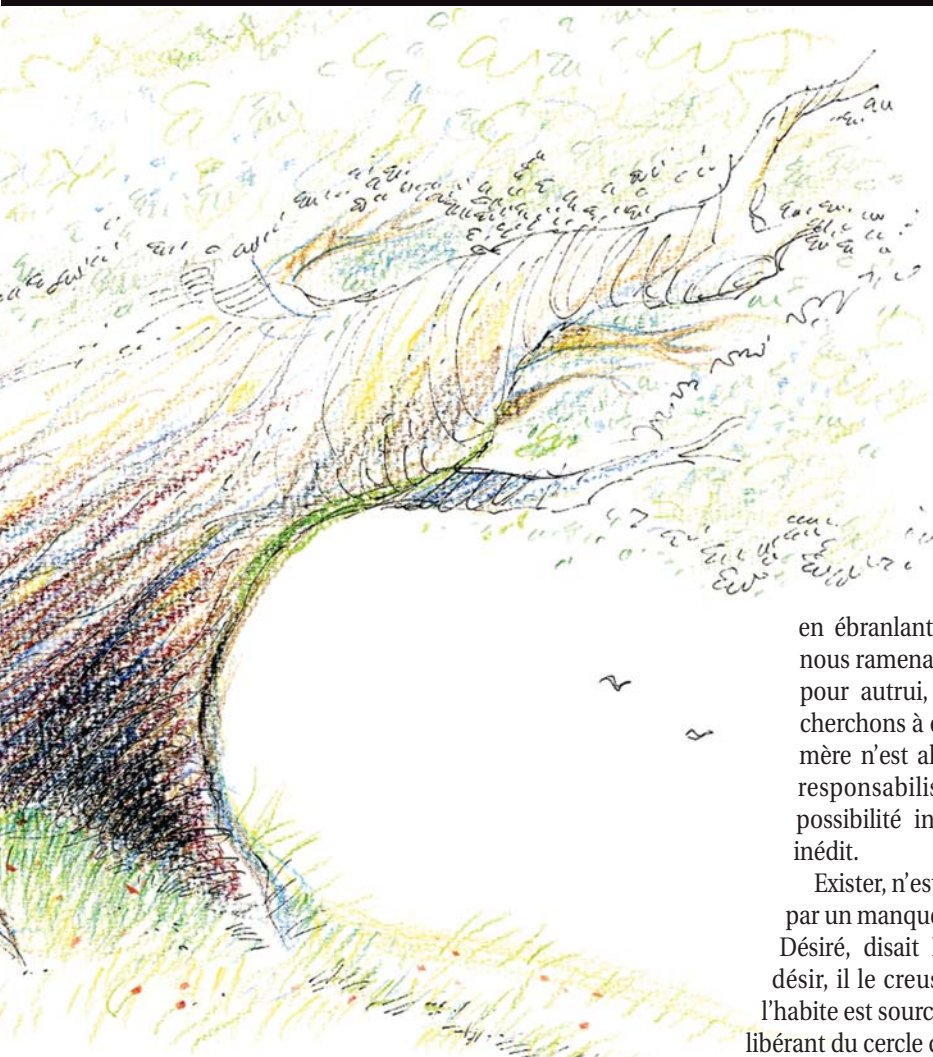
La fragilité est la matière de la beauté de la vie. La mort, sa compagne. L'éphémère est le fil ténu entre la naissance et la mort sur lequel nous faisons l'épreuve de la vie, de sa profondeur et de sa fugacité vertigineuses. Angoisse, joie,

beauté, souffrance, espoir et désespoir sont autant de miroitements de la finitude humaine, qui se combinent dans l'existence, la déployant en quête, en pèlerinage, en exode, en exil, en combat, en deuil ou en fête. L'éphémère accompagne l'existence des choses et des êtres. Il est le souffle qui anime le chant à la beauté du monde, le cri de révolte, la supplique devant le mal qu'affronte l'existence, la louange devant la bonté qui la porte, l'amour qui persiste en nous et qui fait vivre.

L'art est certainement une forme émancipatrice de l'éphémère. En plus de nous apprendre à voir – « la réalité sans l'énergie disloquante de la poésie, qu'est-ce ? » (René Char) –, par lui, nous faisons l'expérience de l'inutile comme essentiel. Même l'art le plus évanescent, comme la danse ou le théâtre, nous introduit dans une manière d'être au monde où l'admiration, le recueillement, l'abandon et la célébration sont centrales. L'éphémère ainsi vécu injecte dans l'existence une présence qui persiste dans la durée, demande soin et attention et rappelle notre appartenance à la Terre, en tant qu'êtres sensibles et symboliques.

Le politique se révèle, dans la démocratie, une autre forme libératrice de l'éphémère, lui qui plonge ses racines dans la fragilité et la liberté humaines. Il se refuse à leur esquive, à toute forme de mépris à leur endroit sous la





forme de cadres politiques qui légitiment le pouvoir de quelques-uns sur une majorité qui aurait vocation d'obéir. Grâce à la parole partagée et à l'action collective, marquées fondamentalement par l'éphémère, la démocratie permet de s'accomplir en tant qu'êtres libres, mais vise à instituer des espaces civiques nécessaires à la poursuite de cette liberté qui a été mise en œuvre. Elle est ainsi indissociable du souci d'un monde commun, où liberté et responsabilité s'embrassent. L'éphémère dans la vie comme dans l'existence est fondamentalement lié à la volonté de persister, d'habiter le monde et le temps.

Ainsi, l'art et le politique, mais aussi l'éthique, la spiritualité, le religieux, dessinent les voies de résistance possibles au règne du jetable de notre époque, fondé sur le mépris du monde et de la vie, leur réduction en marchandises dans une volonté de puissance et non de service.

L'éphémère de la vie n'implique pas la fatalité d'un avenir bouché, ni la tyrannie du provisoire et de l'accessoire, sans rêve et sans espoir, comme voudraient nous le faire croire les maîtres du temps qui passe. Au contraire, il est une forme de vie dans la liberté qui saisit dans l'instant vécu la réalité porteuse de possibles et qui mobilise nos capacités de création, d'imagination, d'entraide, d'attention à l'autre, d'amour et de révolte. L'éphémère dépouille,

en ébranlant les assises routinières de nos vies, en nous ramenant à l'essentiel : une vie dans la liberté et pour autrui, que par toutes sortes d'artifices nous cherchons à esquiver par peur ou par facilité. L'éphémère n'est alors plus vécu comme un alibi à la déresponsabilisation, à l'indifférence, mais comme possibilité inattendue de commencement inouï et inédit.

Exister, n'est-ce pas au fond désirer, être habité et mû par un manque infini, insatiable, qui pousse à être ? « Le Désiré, disait Emmanuel Lévinas, ne comble pas le désir, il le creuse » (*Difficile liberté*, 1976). Le vide qui l'habite est source de vie, souffle d'un monde humain. En libérant du cercle des besoins, il ouvre à l'aventure non pas de conquête mais de solidarité ; il ouvre au monde, à sa profondeur immatérielle, à l'extraordinaire dans la quotidienneté, à l'invisible du visible, à l'infini du fini. À la transcendance de l'immanence. C'est ce que devrait rappeler le partage du pain, en mémoire de Jésus, dans la tradition chrétienne. Ce pain n'est pas fait pour rassasier, mais pour creuser la faim, la faim et la soif de justice – « cette fugitive des camps des vainqueurs », comme disait Simone Weil. Il fait de la vulnérabilité et du partage le socle des rapports humains et de notre rapport au monde. ●

Jacques Goldstyn,
« Le petit garçon
et son arbre, Bertolt »,
tiré de *L'arbragan*,
Montréal, La
Pastèque, 2015.
Crayon de bois sur
papier

« Je ne suis rien.
Je ne serai jamais rien.
Je ne peux vouloir être rien.
À part ça, je porte tous les rêves du monde. »
FERNANDO PESSOA, *BUREAU DE TABAC*

S'enfermer dans l'immédiateté

L'éphémère fait partie de la vie. Mais la forme qu'il prend dans notre société est inquiétante : elle entraîne la liquidation du passé et l'effritement de la vie.

MARC CHABOT

L'auteur est écrivain et parolier

L'éphémère va avec l'oubli. La perte de l'histoire. Les défauts de mémoire. L'incapacité d'organiser une pensée à long terme. Nous sommes dans le va-vite. Il ne s'agit plus d'un recommencement de l'être mais d'une répétition permanente du même. Nous habitons la mode. Nous sommes dans ce qui a déjà été, ce qui brise sans cesse les liens qui pourraient unir les êtres et le monde. L'éphémère va avec la discontinuité.

Tout peut revenir puisque nous n'avons plus de mémoire. Tout peut revenir puisque désormais tout est marchandise. Vouloir se donner une mémoire, c'est marcher à contresens de l'évolution. Or, aujourd'hui, le désir même de défendre une idée à long terme semble dérisoire. L'éphémère règne partout et dans tout. Le pire étant qu'il n'est même plus besoin de convaincre pour en imposer les règles.

Signaler la présence de l'histoire. Se plaindre d'une perte. Vouloir rappeler l'importance de la dimension historique. Vouloir montrer qu'il y avait, bien avant notre existence, des hommes et des femmes qui se battaient pour des idées et des droits. Tout cela semble être de la nostalgie pure. Le signe même que nous sommes dépassés et que la nouveauté nous fait peur. Des traditions, mais pour qui ? Un projet, mais pourquoi ? Tout peut être dit. Tout peut être contredit. L'éphémère n'a même plus à se justifier, il lui reste à être.

Ce sombre constat ne touche pas seulement les plus jeunes. Désormais l'âge n'a plus aucune importance. Mais il n'est pas rare de rencontrer un jeune qui regrette de vivre dans une société qui ne sait plus reconnaître le génie d'un Rimbaud, d'un Nietzsche ou même d'un Montaigne. Il vous expliquera, avec les arguments et les démonstrations qu'il faut, que l'école est un lieu de plus en plus infecté par l'éphémère. Pourtant, l'insistance à coller au présent devrait être suspecte en soi. On a maintenant peur de parler d'un autre siècle que le nôtre, on craint le passé, on craint l'histoire, on craint les idées et on cherche ce qui est à la mode pour camoufler les ignorances. On évacue les contenus, on se délecte des formes. Le petit lait du présent faisant office de grande vérité.

Le contraire de l'éphémère, ce serait la permanence. Une certaine stabilité. Quelque chose qui s'installe en nous et qui peut tenir. Quelque chose qui fait sens dans le temps, qui ne craint pas les jours qui passent, qui n'est pas l'effet d'une mode, qui permet de discriminer entre l'essentiel et l'accessoire. Soudainement quelque chose est en nous pour longtemps. Un poème, une chanson, un texte de philosophie, une valeur fondamentale, une conception de l'humanité. Tout à coup quelque chose fait sens.

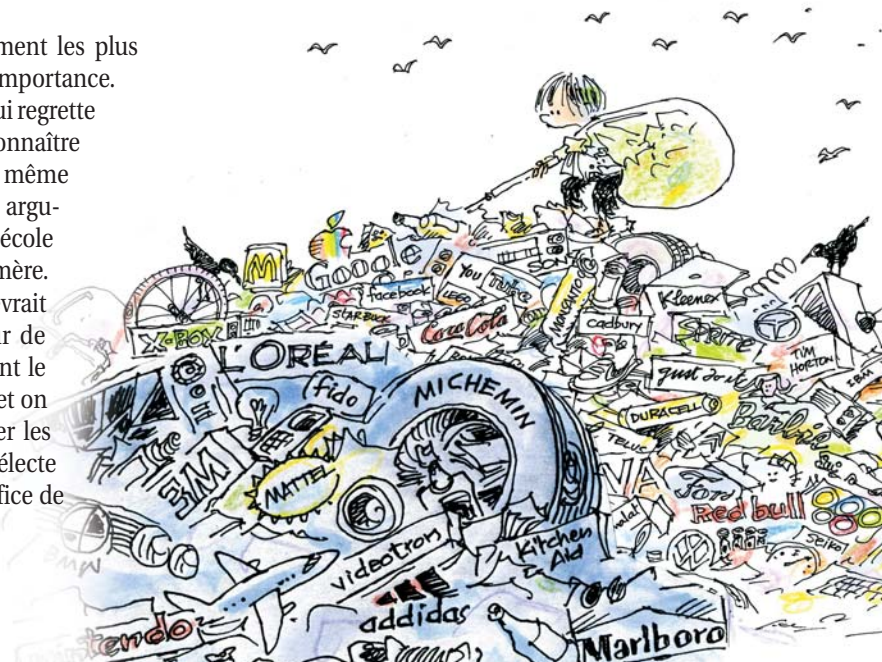
Contre l'éphémère, il y a toujours du non-négociable, des acquis. Du non-friable. On sait que, si l'on est privé de cette idée, de ce poème, de cette valeur, quelque chose nous manquera.

Toutes ces généralités sur l'éphémère ne sont pas inutiles. Nous avons besoin d'un cadre pour penser les choses. On peut faire le procès de l'éphémère. On peut s'indigner. On peut dénoncer son emprise sur nos consciences. On peut apprendre à s'en méfier. On peut aussi en saisir l'importance. Toutes ces généralités permettent une mise en perspective.

Il y a des philosophies, des romans, des poèmes, des chansons, des films, des pièces de théâtre, des peintures qui, au moment de leur création, semblaient être là pour durer. Vingt ans plus tard, on est dans l'obligation de constater que ce n'est pas le cas. L'œuvre a prématurément vieilli. Elle n'arrive plus à suivre le temps.

Il est inutile de fournir des exemples. Nous avons tous aimé une œuvre qui ne traverse pas bien le temps. Un roman que nous avons trouvé admirable, que nous étions prêt à déclarer incontournable et qui nous tombe des mains après 20 pages de relecture quelques années plus tard.

Jacques Goldstyn,
2015, encre, crayon
de bois, pastel et
aquarelle sur papier



Est-ce l'éphémère qui est en cause? Probablement. Dans certains cas, l'éphémère peut avoir pour nom: *mode*.

* * *

Une société marchande, pour exister, a besoin de liquider les traditions. Une société marchande s'invente dans l'oubli du temps. Elle se présente comme l'éternel recommencement des choses. Une société marchande a besoin de l'oubli et elle fera tout pour nous y conduire. Elle invente des traditions qui sont des illusions. Une grand-mère qui brasse son chaudron sur une étiquette d'un pot de confiture industrielle. L'image sans le goût des choses.

Ce dont une société marchande a besoin, ce n'est pas seulement de l'oubli. Elle a besoin de nous étourdir au point de nous faire oublier. Elle est prête à travailler avec ses complices pour fonder une science de l'oubli. Des facultés de marketing existent pour que la confusion soit totale.

Ce dont une société marchande a besoin, c'est de nous faire réfléchir le moins longtemps possible sur un sujet particulier. Peu importe qu'il soit primordial pour la suite du monde. Il n'y a plus de suite du monde.

On ouvre son téléviseur, on syntonise un poste d'information continue. On vous y montre (mille fois s'il le faut) ce qui se passe dans l'instant. La contemplation de l'instant est désormais présentée comme une information. Si l'instant est le moins spectaculaire, on peut vous le remonter jusqu'à la nausée. Nul besoin d'expliquer, de situer, de commenter au-delà de ce qui est vu.

La suite du monde se réduit ainsi à une nouvelle information, un nouveau carnage, un nouvel attentat, une nouvelle politique, une nouvelle compression dans un programme social, une nouvelle manifestation, une nouvelle déclaration contradictoire, un nouveau scandale. Il n'y aura pas de suites, il n'y aura que de l'oubli. «La force du direct», comme on nous le répète. Mais la force du direct va avec la faiblesse de la pensée. Il n'y a plus que de l'impensé.

* * *

Bientôt il sera possible de revendiquer le droit de ne pas penser.

* * *

Aussitôt qu'un individu se penche sur un sujet particulier, le temps d'un livre ou le temps d'un documentaire, il est déclaré spécialiste. Il peut se préparer à une longue carrière universitaire ou médiatique.

* * *

Liquider la tradition, liquider l'histoire, liquider la pensée, le passé, la perspective, la compréhension, la réflexion, le souci de l'autre ou le souci de l'avenir. Vivre le moment présent. Jouir de l'instant. Jouir de l'éphémère. Ne plus se contenter de la futilité, devenir futile. S'enfermer dans le présent et occasionnellement se demander comment il se fait que nous avons un arrière-goût de non-sens dans la bouche.

Moi qui aide
les morts

je coupe
à moitié
et la dose et les menus morceaux
et les dévoreurs d'amie

vu qu'on est virtuels
personne n'est jamais obligé d'avoir compris

ça donne le goût
de tout balancer par la fenêtre

soyez minimalistes
on est éphémères

HÉLÈNE MONETTE

17 avril 2015

* * *

J'ai l'air de faire le procès de l'éphémère. J'ai l'air de dire qu'il fut un meilleur temps pour les êtres humains. Je n'ai pourtant que très peu de nostalgie d'un autre temps. J'ai un ami qui dit: je vis très bien avec l'idée d'être dépassé. Je pense qu'il a raison. Il vient un temps où prendre une soirée pour soi et se contenter de lire Montaigne ou Baudelaire est un acte de résistance.

Je pense qu'il y a maintenant des sociétés à l'intérieur de la société. On peut trouver ses jouissances en dehors de l'éphémère.

Il y a des manières silencieuses de résister à l'éphémère.

Mon ami a raison. L'idée d'être dépassé, c'est peut-être une ouverture au dépassement, c'est peut-être ce qui manquait pour en arriver à une relative sérénité.

* * *

Malgré tout, j'aime l'éphémère. Il n'est pas simple de penser un concept sans penser son contraire. Le jeu des oppositions a aussi son importance. Il ne peut pas y avoir que de la permanence dans une vie. Si c'était le cas, nous devrions penser l'étouffement. Il ne peut pas y avoir que de l'éphémère dans une vie. Si c'est le cas, il n'y a que de l'effritement.

Alors quoi? Apprendre à naviguer. Entre l'étouffement et l'effritement. Apprendre à choisir. Panser les blessures de l'éphémère. Penser le manque d'être que peuvent causer ces blessures. Toujours se dire qu'il y a un au-delà de l'éphémère. Toujours se dire que l'histoire est un mot magnifique. ●

La petite fleur espérance

L'éphémère de l'existence est le moteur de toute quête de sens, qui renvoie invariablement à la fragilité de la vie.

RAYMOND LEMIEUX

L'auteur est sociologue des religions

« **É**phémère, nom masculin : Insecte dont l'adulte ne vit qu'un ou deux jours, mais dont la larve aquatique peut se développer pendant trois ans. » Telle est la description que propose mon dictionnaire. L'adjectif, lui, renvoie à *fugace, évanescent, précaire, périssable, mortel*. Quelques exemples viennent en appui : *succès éphémères, gloire éphémère, d'éphémères amours*. C'est dire que ce vocable nous plonge d'emblée au cœur dramatique de la vie. Celle-ci est beaucoup trop courte, chacun peut en faire l'expérience. Pourtant, en amont, sa gestation larvaire est très longue : 3,5 milliards d'années depuis l'apparition de la vie sur terre ; 2,5 millions d'années pour la lignée *homo* ; 9 mois plus des années de désir parental pour un seul individu, d'autres années encore pour son accès à l'âge adulte. En aval, son terme se perd dans un horizon indéfini malgré les menaces toujours vraisemblables de sa possible brusque disparition. Comme une petite fleur au bord de la route, la vie tend vers la lumière malgré la violence des bottes qui l'écrasent. Doit-on se surprendre que, pris dans cet étau, les humains scrutent leur histoire jusqu'à lui donner une origine merveilleuse, et rêvent leur avenir jusqu'à fantasmer l'éternité ? Exorciser la finitude, survivre à l'expérience des limites : il s'agit rien de moins que de donner du sens au désir.

L'ÉPHÉMÈRE : ESPACE-TEMPS DU DÉSIR

L'expérience de l'éphémère nous renvoie inexorablement au temps qui passe. Et plus on vieillit, plus celui-ci fuit rapidement. Or, le temps, c'est de l'attente. Son paradoxe réside justement dans cette expérience : plus on attend, plus cela nous paraît long (pensons à nos séjours en salle de consultation médicale). À l'inverse, plus on s'éloigne d'un événement ayant marqué notre vie (la naissance d'un enfant devenu adulte, par exemple), plus ce temps passé nous paraît court. Autrement dit, le temps nous plonge au cœur de la subjectivité : il est un affect subi par un humain capable de se représenter le début et la fin de sa vie.

Dire que le temps, c'est de l'attente, c'est poser aussi qu'il constitue un lieu paroxystique du désir. L'enjeu de ce dernier est précisément de « persévérer dans l'être », comme disait Spinoza, et cette persévérance est d'autant exacerbée qu'elle dépend de la fuite du présent et s'inscrit dans l'impondérable du passé et du futur. Dès lors, elle se présente comme le lieu incontournable du sens, c'est-à-

dire de la *dynamique* de l'être en quête d'authenticité, de l'être qui cherche *pourquoi* il est au monde (sa cause), et *pour quoi* il vit (sa fin). Et ce sens lui-même n'est que fumée plus ou moins irritante si un *dire vrai* ne peut s'en dégager, un dire qui inscrit dans la vérité de leur désir les rapports que les sujets entretiennent les uns avec les autres.

Ce dire vrai, par ailleurs, suppose de quitter les fantasmes de toute-puissance qui structurent les rapports de domination pour construire des lieux de responsabilité. C'est parce qu'il est fragile et conscient de cette fragilité que l'humain doit sans cesse remettre en question ses rapports aux autres, à l'environnement, à son passé et à son avenir, toutes ces figures du réel qui lui échappe mais dont il ne peut se passer pour vivre. Fragile, il l'est à la manière de tout être vivant, certes. Mais conscient de cette fragilité, il lui incombe de *prendre soin* de tout ce qui le nourrit (physiquement, psychologiquement et spirituellement), de tout ce qui lui permet de *survivre* dans la conscience de ses limites et dans leur dépassement, c'est-à-dire de leur donner du sens. On peut comprendre que pour tout sujet entendant poursuivre une vie *sensée*, cette éthique de la vulnérabilité est primordiale : elle répond au caractère éphémère de ses expériences vitales.

LA GESTION SOCIALE DE L'ÉPHÉMÈRE

Il existe bien sûr une foule de manières de « gérer l'éphémère ». En utilisant des catégories freudiennes, nous pourrions sans doute en étaler les manifestations entre deux pôles, comme autant de symptômes du malaise que son expérience entraîne. L'un de ces pôles présentera les impasses de la régulation névrotique de la vie sociale, l'autre les extrêmes de sa régulation perverse. Entre les deux, on trouvera toutes les nuances possibles.

On connaît bien la gestion névrotique de la condition humaine, puisque c'est elle qui a dominé, en Occident, jusqu'à récemment. Elle consiste à se donner des objets (ou des représentations) susceptibles de satisfaire le besoin de sens et, en conséquence, de combler l'état de tension dans lequel l'expérience de l'éphémère plonge le sujet. Dans la mesure où les représentations du sens ainsi constituées font l'unanimité dans un groupe, les quêtes de ses membres peuvent se dérouler dans une certaine harmonie et chacun s'en trouve apaisé. Bref, s'installe alors un relatif mais souhaitable bonheur. On reconnaît là, évidemment, la fonction pérenne de la religion comme support et facteur de civilisation, telle que l'a exercée le christianisme en Occident jusqu'au triomphe de la modernité, et telle que d'autres modes de confession du sens peuvent continuer de le faire ailleurs.

Certes – l'histoire le montre abondamment –, dans la mesure même où ce mode de régulation fait ses preuves, il

est vite pris en charge par des acteurs cherchant à contrôler l'espace collectif et ayant pour cela besoin de proposer un bonheur dont la maîtrise leur permettra de s'imposer. Quel que soit le type d'institution qui y procède – Église, État, parti ou organisation djihadiste –, l'instrumentalisation politique du religieux signe alors, généralement, sa perversion. Au mieux, la quête du bonheur consistera à chercher son salut personnel dans une relation narcissique avec les figures du pouvoir trônant dans l'espace politico-religieux; au pire, la corruption s'installera dans les institutions aux prises avec des jeux de concurrence ingérables, et elles en deviendront non seulement insignifiantes mais répulsives.

Aujourd'hui globalisée, articulée aux idéaux présumés du 1% de la population détenant le contrôle des rapports qu'entretiennent les humains avec leur environnement – l'éco-nomie –, la régulation névrotique qu'assurait la religion en Occident semble largement remplacée par une régulation perverse articulée sur la jouissance, la plupart du temps sans égard aux conséquences. On n'a qu'à déambuler dans n'importe quel centre commercial pour s'en rendre compte: le message affiché et martelé, conçu pour étourdir le client à chaque pas et à chaque clignement d'œil, est simple: «*Jouis... Nous savons ce dont tu as besoin. Nous avons l'objet qui peut te satisfaire. Pourquoi t'en passer?*»

Dès lors, le sens que soutenait le religieux, ce rapport au sens dont les collectivités pouvaient se prévaloir, cesse de se présenter comme un dynamisme vital. Il prend plutôt les multiples visages, lui aussi, d'objets à mettre en marché et à consommer, des *biens de salut* susceptibles de satisfaire des besoins spirituels accordés à l'amour propre de chacun. Les religiosités les plus traditionnelles elles-mêmes n'y échappent pas.

FONCTIONS PARADOXALES DE L'ÉPHÉMÈRE

Cette perversion peut paraître scandaleuse; elle n'a pourtant rien de bien surprenant. Quand on pense trouver Dieu, témoignait Augustin, il faut le chercher encore parce qu'il est au fondement du désir (*Confessions*, III, 11). Si cette *dynamique* du désir sans limites – aucune représentation de Dieu ne pouvant prétendre être Dieu – est au fondement de l'humain, reste que cet *indéfini* s'accorde difficilement aux limites de la vie humaine. Le pensable est sans limites, la réalité est éphémère. La représentation de l'Autre suscite dès lors un arrêt sur

image qui est d'usage commun, sinon règle incontournable de la vie ordinaire. De plus, vivant en collectivité – il ne faut pas l'oublier –, nous avons besoin d'images et de signes à échanger: imaginaire et symbolique ont pour fonction de donner au monde une cohérence minimale rendant possible le «vivre-ensemble». Présentant un monde ordonné, coextensif au réel, ils constituent le lieu-dit de la culture, une culture qui «naturalise» volontiers ses objets pour en figer le sens et leur donner un goût d'immortalité.

Par ailleurs, si le temps c'est de l'attente, si l'expérience de l'éphémère structure le désir, celui-ci n'émerge jamais mieux que dans l'effervescence. Quand les représentations qu'on se fait du monde s'avèrent décevantes, quand les utopies s'écroulent, quand le non-sens se pointe au bout du chemin, le désir s'exacerbe. Cela s'appelle *survivre*, au sens de *continuer de vivre*, malgré et dans l'expérience des limites. Cette exacerbation se vérifie couramment quand le sujet est lancé sur des chemins non balisés et laissé seul responsable de sa vie. Il la rencontre notamment lors de ses échecs amoureux ou professionnels, face aux trahisons de toutes sortes ou simplement dans son vieillissement, bref, chaque fois qu'il négocie ses limites. Il doit alors se reprendre en main, recomposer ses raisons de continuer de vivre. ►

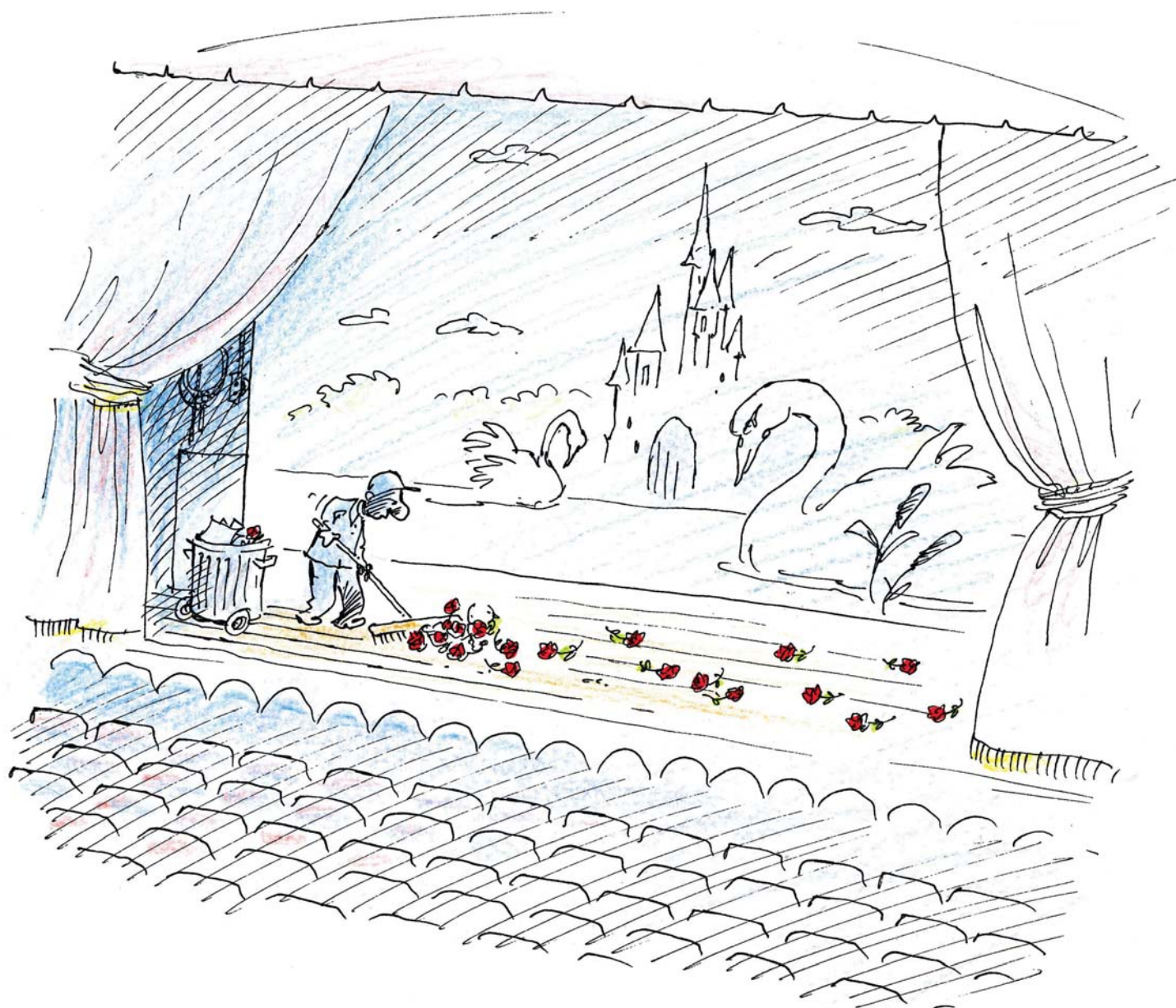
Jacques Goldstyn,
2015, encre, crayon
de bois, pastel et
aquarelle sur papier



Dans l'effervescence, l'éphémère de l'existence peut s'avérer un lieu privilégié de production de sens. L'expérience clinique de l'accompagnement de fin de vie, par exemple, témoigne constamment de ce paradoxe. Il est *futile*, disent tant les déontologies savantes que le sens commun, de continuer d'administrer des soins quand il devient évident que ceux-ci ne peuvent plus rien, ni pour prolonger la vie ni pour en améliorer la qualité. Mais alors, une série de questions s'impose. Qu'entend-on par *qualité de vie*? Qui peut en juger? Qui peut jurer que la dernière minute de vie d'un humain est dépourvue de sens? Quand on parle de *vie*, considère-t-on les seules fonctions biolo-

giques visées par l'intervention *technique* et les protocoles de soins qu'administre le thérapeute? Assume-t-on ce que le patient pourrait penser et dire de sa propre situation? Par quels critères juge-t-on de la pertinence de ses réactions, ou de celles des membres de sa famille, de son environnement? Quand on évoque sa santé, ne parle-t-on que de ses fonctions biologiques ou parle-t-on aussi de sa vie psychique, affective, sociale, spirituelle? Selon les réponses données à ces questions, le jugement de futilité sera bien différent, de même que les stratégies de soins. Un *prendre soin* techniquement futile, face à une vie éphémère, peut devenir éthiquement très pertinent. D'évidence, quelque chose échappe, ici, à la techno-rationalité.

Jacques Goldstyn,
2015, encre, crayon
de bois, pastel et
aquarelle sur papier



Cette question du sens comme dynamique de vie ne se rencontre pas seulement dans les situations ultimes, mais tout au long de l'existence. Elle représente *l'art de vivre* consistant à *signifier*, dans toute rencontre des limites, quand les ressources deviennent rares et les décisions risquées, que la vie continue et qu'elle mérite d'être partagée. Elle met en jeu la capacité créatrice de l'humain pour persévérer dans l'être.

Les signifiants que contrôlent les cultures, par leurs technologies et leurs protocoles gestionnaires comme dans le langage ordinaire, ne font jamais que «représenter» le sujet désirant. Reste, au cœur intime de son désir, cet innommable que la représentation escamote tout en l'évoquant, qu'elle fait venir au langage mais que le langage manque à rendre adéquatement. Reste la dynamique du sens, le sens comme quête sans cesse à recommencer. Et cette dynamique ne relève d'aucune morale particulière, d'aucun savoir institué, d'aucune écriture pouvant se donner à lire comme un code de procédures.

Le besoin de créer du sens n'est pas le produit d'une cogitation, ni celui de principes moraux ou philosophiques. Il tire son origine du mal de vivre proprement humain, ce *malaise dans la civilisation* peut-être jamais autant ressenti qu'en ce début de XXI^e siècle où toutes les cultures sont bousculées par la mondialisation capitaliste. Il naît du fait que pour l'être parlant, le rapport au monde n'est jamais parfaitement réglé: il laisse toujours insatisfait et ouvre sur une altérité troublante, le plus souvent sans visage. Même quand elle refuse de s'avouer à elle-même sa fragilité, plus encore quand elle souffre de ne pouvoir dire l'obscur objet de son désir, la vie humaine est quête. De facto, elle engage le sujet dans une aventure éthique.

L'enseignement socratique proposait déjà de considérer que l'essentiel de l'humain réside dans ses questions, non dans ses réponses. Les réponses arrêtent le mouvement du désir. L'insecte éphémère qu'est l'humain, si mal adapté à ses niches écologiques qu'il cherche sans cesse à en sortir, est pourtant doté d'un pouvoir énorme: *espérer* un monde meilleur et *inventer* des voies pour y parvenir. Dans son expérience assumée de l'éphémère, ne pourrait-on dire qu'il se mue alors en autre chose, en cette petite fleur, peut-être, que Péguy appelait *la petite fille espérance*? Fleur de macadam, certes, régulièrement piétinée par les bottes soldatesques, mais tendant obstinément vers la lumière, témoin acharné de la vie. ●

Mouches à feu

HÉLÈNE MONETTE

Fais attention à moi
à toi
à Isadora et Anna aussi
maintenant sans vie et sans couleur

je suis Neli
je suis Ève
je suis Nelly, je me souviens
encore amie de toutes les Danielle que j'ai connues
même si on ne se voit plus
et je suis un petit papillon dans le monde de Jean Leloup
un instant
si ça me chante
avant de brûler totalement
en évitant La Visite qui n'est jamais trop aidante
parce que
*Montréal est grand comme un désordre universel**
du tabarnak
où tout le monde court
comme à Singapour
comme à New York
où tombent les tours
chutent les bourses
et résistent les mouches
comme à Babel Hiroshima mon amour
où étouffent les loups et s'éteignent les ours
comme dans la vie
comme à Paris
comme à Nairobi
je suis Charlotte
je suis Nelly
je suis Moscou qui pleure Boris
je suis une belle Isabelle
un instant
je suis la fin du monde en direct
une seconde
en 2015 comme en 1917
je suis bâillonnée, je suis poète
je t'aime pour toujours, chéris ma tendresse pour toi
et prends soin de toi avec amour et joie

L'auteure
est poète

27 février / 13 mai 2015

* Gaston Miron

La fragilité des moments politiques

Les irruptions citoyennes, en apparence éphémères, créent des brèches dans le mur de la fatalité. Elles sont indissociables du lent travail de construction d'alternatives politiques.

DIANE LAMOUREUX

L'auteure, professeure au Département de science politique de l'Université Laval, a publié, entre autres, *Le trésor perdu de la politique* (Écosociété, 2013)

Les gens plus âgés se souviendront peut-être de la grève générale illégale qui éclata le 9 mai 1972, au Québec, à la suite de l'emprisonnement des trois dirigeants des centrales syndicales formant le Front commun du secteur public. Cette grève spontanée fut accompagnée d'occupations de journaux, de postes de radio et même de prises de contrôle de villes, notamment Sept-Îles. Les plus jeunes se souviennent plutôt du Printemps érable, de la légèreté de son air, de l'euphorie des manifs de casseroles d'une bonne partie de la population qui se soulevait contre la répression gouvernementale et policière.

Plusieurs d'entre nous ont également en mémoire les «mouvements des places» qui ont commencé en Tunisie, pour se poursuivre ensuite en Égypte et dans d'autres États arabes avant d'essaimer en Espagne, avec le mouvement des Indignad@s, en Israël avec la Révolte des tentes, puis en Amérique du Nord, avec le mouvement Occupy.

Dans tous ces mouvements, ce qui frappe l'imaginaire, c'est leur brusque apparition et leur tout aussi brusque disparition, même si certains d'entre eux se sont transformés et ont partiellement réussi à s'inscrire dans la durée. Tout comme après la vague révolutionnaire de 1848 en Europe ou celle qui a balayé l'Europe et l'Amérique du Nord après

la Première Guerre mondiale, cette vague de soulèvements citoyens, confrontée à une forte répression, semble s'être dissipée aussi rapidement qu'elle est apparue. Les tenants de l'ordre néolibéral et de son règne tout-puissant ne peuvent que s'en réjouir.

L'apparente évanescence de ces mouvements de contestation, hautement médiatisée, nous en dit en fait davantage sur le fonctionne-

ment des médias que sur les luttes politiques. On le dit depuis des années, les médias privilégient le spectaculaire et se soucient peu de ce qui produit l'événement ou de ce que celui-ci produit. La dictature de l'image, amplifiée par les nouvelles technologies, accentue la tendance à ne voir dans les faits politiques qu'une simple succession d'événements.

Ce phénomène nous conduit à réfléchir à la fois à la force et à la faiblesse de ces mobilisations collectives, et au caractère discontinu des mobilisations politiques. Pour essayer de mieux comprendre le phénomène, je me propose de l'explorer en prenant appui sur des réflexions politiques de Rosa Luxemburg et de Hannah Arendt.

LA SPONTANÉITÉ POLITIQUE

Rosa Luxemburg met l'accent sur deux ressorts de l'activité politique : d'une part, celle-ci s'articule autour d'enjeux de justice, de dignité et de liberté, et, d'autre part, elle relève d'une certaine spontanéité, les événements politiques étant fondamentalement imprévisibles. Il est possible de faire un lent travail d'organisation politique, d'expliquer le caractère intolérable de certaines situations, de documenter les injustices, mais rien ne laissait présager, par exemple, que l'immolation d'un jeune vendeur ambulant de fruits et légumes, Mohamed Bouazizi, à Sidi Bouzid en Tunisie, serait l'étincelle d'un mouvement de masse qui allait mener à un profond changement de régime.

Il est certes possible, a posteriori, d'identifier les causes d'un mouvement et les réseaux militants qui l'ont en partie rendu possible. À cet égard, dans le cas du Québec, le livre de Gabriel Nadeau-Dubois, *Tenir tête*, montre que le Printemps érable a été mûrement préparé par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), mais que la stratégie élaborée par cette organisation a parfois été court-circuitée. Des hasards ont aussi fait de cette grève ce qu'elle a été, échappant ainsi au contrôle de ses concepteurs pour acquérir sa propre dynamique. Bref, chaque événement politique est unique et les mêmes causes sont loin de produire les mêmes effets.

TRADITION CACHÉE ET INSTABILITÉ

Hannah Arendt nous convie, pour sa part, à prendre conscience de la tradition cachée de la révolution. Cette tradition cachée, ce n'est pas l'équivalent de la fameuse *vieille taupe*¹ de Marx, mais plutôt le fil invisible qui relie divers moments d'irruption politique – l'invisible derrière l'ultra-visible. On peut concevoir celle-ci, en suivant Arendt, comme des conditions similaires qui provoquent des réactions semblables et dont on peut retracer a posteriori une certaine continuité. Porter attention à cette tradition cachée, c'est porter attention à la singularité inédite de chaque événement, de chaque irruption politique, tout en l'inscrivant dans une histoire.

De plus, Hannah Arendt nous convie à prendre en compte la fragilité inhérente à l'action politique. Parce que celle-ci introduit entre les êtres humains un rapport qui n'est pas médiatisé par les objets, mais par les paroles échangées et l'action concertée; parce qu'elle n'est pas un

C'est dans ces irruptions citoyennes qu'il est possible d'entendre le bruissement de ce qui naît sans se laisser distraire par la clameur de ce qui meurt. Mais si l'irruption citoyenne crée une brèche, elle n'est pas porteuse en soi de la garantie du changement.

moyen en vue d'une fin, mais une fin en elle-même, l'activité politique est éminemment instable.

Cette instabilité est accentuée dans notre ère néolibérale qui porte à un paroxysme les tendances modernes à l'instrumentalisation et à la marchandisation. Comment promouvoir une politique qui n'est pas de l'ordre de la captation et de la thésaurisation du pouvoir? Comment bâtir des liens de confiance quand la propagande et le mensonge deviennent à ce point sophistiqués et d'usage tellement courant chez la gent politicienne? Comment maintenir le caractère ouvert et public de la délibération démocratique à l'ère des bâillons parlementaires et de la criminalisation de l'action contestataire? Comment créer du commun dans un monde marqué par la compétition généralisée?

CONSTRUIRE DES ALTERNATIVES

C'est là qu'interviennent à la fois le travail patient de construction d'alternatives et celui plus intempestif de l'irruption citoyenne. Les deux sont complémentaires. L'irruption citoyenne rompt les habitudes et la monotonie du monde comme il va et ne va pas, et ouvre les vannes de l'imaginaire individuel et collectif. C'est dans le bouleversement qu'elle provoque et dans les brèches qu'elle ouvre que peuvent se lover les initiatives pour inventer un autre monde. C'est dans ces irruptions citoyennes qu'il est possible d'entendre le bruissement de ce qui naît sans se laisser distraire par la clameur de ce qui meurt. Mais si l'irruption citoyenne crée une brèche, elle n'est pas porteuse en soi de la garantie du changement.

Ainsi, en Espagne, les occupations de places ont rapidement disparu, délogées par la police. Le mouvement, lui, n'a pas disparu: il a essaimé dans les centres sociaux autogérés, dans diverses formes d'échange libre de services, dans le mouvement de lutte contre les expulsions hypothécaires ou dans la plateforme électorale du parti Podemos. Au Québec, les réseaux citoyens, tels les groupes affinitaires de profs, parents, personnes âgées, etc., qui se sont créés au moment du Printemps érable sont entrés en dormance, mais ont partiellement refait surface lors des mobilisations des derniers mois.

Ces alternatives sont moins spectaculaires que les mouvements qui les ont rendues possibles. Au Mexique, c'est le soulèvement armé zapatiste, au sud du pays, le jour de l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, qui a permis de maintenir des zones autonomes où le pouvoir est exercé par les communautés locales concernées. Dans le sillage d'irruptions



politiques en apparence éphémères peuvent se construire des alternatives relevant d'un travail plus lent, mais qui procèdent d'une même logique de consolidation des liens de concitoyenneté dans l'action collective.

Cela nous indique que si révolution il y a dans l'avenir, celle-ci ne prendra probablement pas la forme du «grand soir» mais celle d'un patient travail de sappe des rapports sociaux basés sur la compétition, l'optimisation et la recherche de l'avantage personnel. Un premier pas dans ce travail est de considérer le pouvoir non pas comme une ressource qu'il faudrait capter pour des intérêts particuliers, mais comme ce qui irrigue l'action collective concertée. Le pouvoir doit devenir ce qui circule entre nous, l'énergie qui nous meut quand nous décidons de penser et d'agir en commun dans le souci du monde.

L'agir politique commun permet que se forment des liens de confiance entre les personnes qui y participent. La confiance se solidifie dans le fait de militer coude à coude, dans le souci partagé pour embellir et humaniser le monde, dans la responsabilité que prend chacun et chacune pour ses paroles et pour ses actes. Cette confiance se nourrit également du courage que nous devons déployer pour résister à l'air du temps et entreprendre de montrer qu'un autre monde est possible, malgré l'étouffoir austéritaire du néolibéralisme, drapé dans un discours d'inéluctabilité. L'étincelle de l'espoir est éphémère, mais la promesse qu'elle recèle est incrévable. ●

Jacques Goldstyn,
2015, encre, crayon
de bois, pastel et
aquarelle sur papier

1. C'est-à-dire la révolution: «nous reconnaissons notre vieil ami, notre vieille taupe qui sait si bien travailler sous terre pour apparaître brusquement: la Révolution», Karl Marx, *Les révolutions de 1848 et le prolétariat*, 1857.

L'état de grâce

CATHERINE CARON

L'auteure est rédactrice en chef adjointe de *Relations*

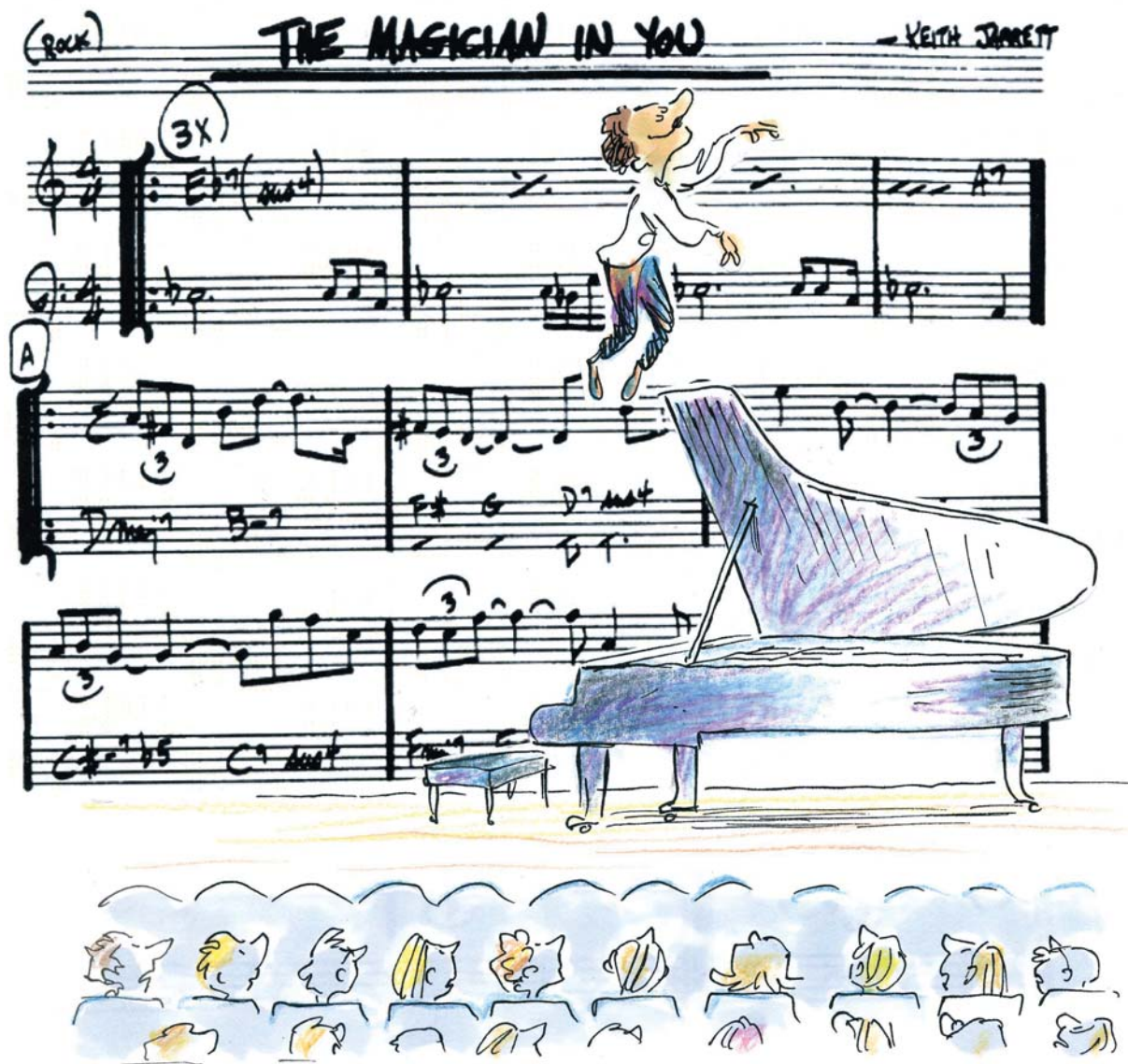
« Vous l'avez vu ? » avait demandé la danseuse après le spectacle, à nous qui assistions à presque toutes les représentations puisque nous travaillions au sein de la compagnie de danse contemporaine qui se produisait sur scène. « Oui, nous l'avons vu », avions-nous répondu, fascinés et émus, comme s'il s'agissait d'une étoile filante ou du rayon vert au coucher du soleil. De quoi parlait la danseuse ? De l'état de grâce.

Pour elle, je pense que cet état – par essence éphémère – était rare, alors que d'autres artistes de la scène – ceux auxquels je m'attarderai plus spécifiquement ici – l'expérimentent plus souvent. Elle doutait qu'il fut perceptible aux yeux de tous ceux présents. Et peut-être n'avons-nous

été que quelques-uns, ce soir-là, à voir qu'il s'était passé quelque chose qui irradiait et traversa de manière inédite son corps, son expression artistique et l'espace jusqu'à nous, les spectateurs. Un instant aussi fugace que profond, qui ravit et bouleverse tout à la fois, sans que son secret ne se laisse jamais percer, même s'il est possible de le vivre plus d'une fois.

Mille questions entourent le mystère d'un tel état de grâce artistique. Faut-il que l'artiste soit un virtuose pour y accéder ? La répétition du même, qui conduit à la maîtrise de son art, en favorise-t-elle l'éclosion ? Ou cet état sublime ne se cache-t-il pas tout autant dans l'imperfection, la prise de risque, l'imprévu ?

Prenons l'exemple du célèbre pianiste de jazz Keith Jarrett, grand improvisateur connu pour entrer dans une



Jacques Goldstyn,
2015, encre, crayon
de bois, pastel et
aquarelle sur papier

véritable transe lors de concerts où il impose silence, sens du rituel et de l'inédit. Son concert solo à Cologne, en Allemagne, en 1975, aurait-il marqué l'histoire du jazz s'il s'était déroulé dans des conditions idéales? Ce jour-là, il y eut «erreur sur le piano» pour ainsi dire, et le pianiste dut jouer sur un instrument de qualité moyenne, limitant son jeu. De surcroît, il n'avait presque pas dormi depuis 48 heures et confessa plus tard qu'il n'était pas dans un bon état d'esprit. Et pourtant... de l'expérience de la contrainte et de l'imprévu émergea l'un des moments les plus sublimes de l'histoire du jazz.

À d'autres époques, de tels grands moments étaient par définition éphémères, c'est-à-dire qu'ils n'étaient vécus et observés que par ceux qui y étaient, quelques traces ne subsistant que par des récits ou des croquis. La technologie

moderne a changé cela, créant en quelque sorte des «capteurs d'éphémère». Ainsi, le disque tiré du concert de Keith Jarrett, titré le *Köln Concert*, avec ses 3,5 millions d'exemplaires vendus, traverse le temps après avoir fracassé des records dans le domaine du jazz et créé une brèche faisant découvrir, encore aujourd'hui, ce genre musical à des millions de personnes.

* * *

Ceux, comme Jarrett, que l'on associe au goût du risque, sont en quelque sorte des artistes de *l'extrême présence à l'instant présent*. Fuyant la répétition, en quête d'une créativité toujours à l'affût, faisant confiance à leur imagination, ils sont des créateurs d'éphémère. Ils réactualisent constamment leur quête d'une expression de leur être la plus authentique possible, et loin d'être obsédés par leur

Infinitions

JOSÉ ACQUELIN

«L'esprit veut des définitions. L'âme, des infinitions.»

SALAH STÉTIÉ

Faut-on briller pour avancer dans la nuit humaine? Non, une âme de poche suffit, avec une mine de rien.

On est une île sans aile, qui reçoit l'océan qui la lèche et le ciel qui l'éclaire. Le reste n'est que vitesse qui prend le prétexte de l'efficacité et l'aval de la prospérité pour *flouidifier* la vision.

«Je vois», entend-on souvent en signe d'une non-écoute évidente, n'attendant qu'un regard-question pour étaler son inouï.

L'esseulement est un pas de deux entre notre corps et l'écart de notre conscience. On pourrait presque dire un *pas d'eux*.

La beauté, pour tant d'imprésence, passe, impaire et sans mode d'emploi, elle qui partout et pourtant ne chôme pas. Sauf dans les chaumines où l'on ne se repose que de se dépasser.

Le fugace ne va pas si rapidement que ça quand on consent à s'arrêter.

Se sentir perdu dans la brume ne se résout que grâce à deux éléments, inépuisables de surcroît: le vent ou le Soleil. Même pas besoin de soi.

Tant qu'on est vivant, la mort persiste et signe, en tant qu'avant-gardiste des signes eux-mêmes. Elle fait figure, comme première et dernière maîtresse, de celle qui nous apprend cette élémentarité: commencer par s'oublier.

Mais vivre c'est surtout ne pas pouvoir, vouloir ou savoir s'effacer, en dépit du tableau noir général, commun – celui qui oublie le un –, sur lequel nos ongles crissent de s'acharner à laisser quelques traces de lumière.

Lumière et beauté. Que seraient nos jeux et nos drames terrestres sans elles? Même avec les quatre as que nous dissimulons dans nos manches: l'âme, l'amour, l'amitié et l'art? Même si parfois nous sommes saisis par un cinquième: l'absolu, auquel nous n'avons accès que par l'éphémère?

Éphémère, du grec *ephēmeros*, signifie «qui dure un jour». Comme «cet insecte à quatre ailes verticales au repos, qui ressemble à une petite libellule, dont la larve aquatique vit plus d'un an et l'adulte un seul jour» (*Le Petit Robert*).

Et nous? Nous qui avons vécu 9 mois dans le milieu aquatique de notre mère et qui espérons vivre au moins 90 ans sur le ventre de la Terre qui, elle, depuis quelques milliards d'années, tourne à 150 millions de kilomètres du Soleil qui, lui, fait partie des 250 milliards d'étoiles de la Voie lactée, nous donc, de quel lait de splendeur pouvons-nous prévoir nourrir ce qui nous suivra et ceux qui nous survivront?

Pour la suite du monde disait Pierre Perrault, poète négligé et cinéaste presque effacé des écrans démultipliés. Le monde ne nous a pas attendus, ne nous attend à peine et ne nous attendra plus. Ici, non-attente équivaut à une non-attente. C'est là notre seule conscience, qui n'a de lucidité que sa propre évanescence – cette unique liberté, immédiate, sans médiation ni médias, pour ne pas sporadiquement exister dans l'obéissance mais pour seulement être. Et je ne saurais vous dire quoi. ●

L'auteur est poète

ego, c'est plutôt un oubli de soi et une qualité d'abandon qu'ils atteignent et qui permettent à la grâce de les traverser.

Au Québec, la danseuse Louise Lecavalier figure en belle place dans cette catégorie d'artistes. Alors qu'elle marquait pourtant de sa présence le spectacle 2 d'Édouard Lock et sa compagnie La La La Human Steps, j'ai bien failli rater un moment d'une fulgurante beauté. C'est que tout n'était pas

que ravissement pour moi dans cette œuvre chorégraphique. Pour tout dire, agacée par différents artifices, je m'ennuyais un peu, assise loin au balcon, ce qui n'aide certes pas toujours à se sentir interpellé par ce qui se passe sur scène. J'étais probablement aussi en train de perdre de vue que l'œuvre d'art a droit à ses hésitations, ses errances, ses ratés, ses temps morts – ses

stratégies aussi, pour mieux nous surprendre au détour... C'est bien ce qui arriva, et le duo de danse qui secoua mon sentiment d'ennui n'en fut que plus inoubliable. Louise Lecavalier (avec Donald Weikert) y était l'expression même d'une fureur exquise, d'une extase fugitive. Au-delà du concret des mouvements saccadés et de la vitesse typi-

ques du langage du chorégraphe, cette danse – ancrée à l'essence de la vie et non à son illustration – parlait de notre finitude, de l'éphémérité de notre existence et de notre passage ici-bas, de la turbulence du monde, des tremblements et soubresauts du cœur, de l'âme et du corps.

En réalité, je ne sais pas si pour Louise Lecavalier, un état de grâce s'est vraiment produit ce soir-là, ni s'il est fréquent pour elle, d'autant plus qu'elle a longtemps dansé en étant blessée, donc en éprouvant une réelle souffrance. Voilà un autre mystère : la grâce particulière que peut ressentir un spectateur devant une œuvre, sans même nécessairement que les artistes, au même moment, n'aient vécu eux-mêmes une prestation hors du commun.

D'ailleurs, l'état de grâce peut-il surgir dans la solitude ou faut-il un partage, une situation de communion de l'artiste avec un public, le regard de l'autre pour qu'il se manifeste ? Évanescent, il se transforme en un souvenir qui, lui, peut devenir impérissable. Comment en préserver la trace ? Et comment le vivre à nouveau ? Qui a le plus de chances d'y réussir : l'artiste qui répète maintes fois la même prestation, devant trouver chaque fois comment recréer l'illusion que le don qu'il fait aux spectateurs est unique, ou celui qui privilégie des expériences artistiques sans répétition et sans lendemain ? Cela sans oublier que loin des projecteurs, en toute simplicité, l'état de grâce se cache aussi dans un chant ou un poème offert au coin du feu – qui s'éteindra. ●

Ceux, comme Keith Jarrett, que l'on associe au goût du risque, sont en quelque sorte des artistes de l'extrême présence à l'instant présent. Ils sont des créateurs d'éphémère.

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

LIVRES

- ACQUELIN, José, *L'anarchie de la lumière*, Montréal, Les éditions du passage, 2014.
- ARENDT, Hannah, *La tradition cachée*, Paris, Christian Bourgois, 1993.
- BOURRETZ, Pierre, *Témoins du futur. Philosophie et messianisme*, Paris, Gallimard, 2003.
- BUCCI-GLUCKSMANN, Christine, *Esthétique de l'éphémère*, Paris, Galilée, 2003.
- DORION, Hélène, *Mondes fragiles, choses frêles*, Montréal, L'Hexagone, 2006.
- LAMOUREUX, Diane, *Pensées rebelles. Autour de Rosa Luxemburg, Hannah Arendt et Françoise Collin*, Montréal, Remue-ménage, 2010.

LIPOVETSKY, Gilles, *L'empire de l'éphémère. La mode et son destin dans les sociétés modernes*, Paris, Gallimard, 1987.

MONETTE, Hélène, *Là où était ici*, Montréal, Boréal, 2011.

OGILVIE, Bertrand, *L'homme jetable. Essai sur l'extrémisme et la violence extrême*, Paris, Amsterdam, 2012.

ARTICLES ET REVUES

- Inter, art actuel*, dossier « Performatifs », n° 115, automne 2013.
- Relations*, articles : J.-C. Ravet, « Des chemins d'humanité », n° 775, décembre 2014 ; Y. Rivard, « Le proche et le lointain », n° 775, décembre 2014 ; S. Cantin, « Le danger d'oubli », n° 758, août 2012 ; « L'éloge du roman ou l'écume de l'existence », M. Chabot, n° 757, juin 2012 ; R. Lemieux, « L'ineluctable finitude », n° 704, novembre 2005 ; M. Chabot, « L'inclemence du temps », n° 697, décembre 2004.

Dossiers : « La beauté du monde », n° 738, février 2011 ; « Fragilités », n° 726, août 2008 ; « L'idéologie du changement », n° 683, mars 2003.

FILMS ET MULTIMÉDIA

- La grande beauté* de Paolo Sorrentino, 2013
- Les ailes du désir* de Wim Wenders, 1987
- Louise Lecavalier : Parole du corps* de Philippe Baylaucq, ONF, 2014

SITES WEB

- <aduq.ca/village-ephemere> : Village éphémère, projet de l'Association du design urbain du Québec
- <obsolescence-programmee.fr> : Site sur l'obsolescence programmée
- <robertsmithson.com> : Site de l'artiste d'art éphémère Robert Smithson
- <storyofstuff.org> : Séries de vidéos sur la surconsommation et le gaspillage (en anglais)



L'instant et l'infini

Notre vie est un fil ténu, tendu entre la naissance et la mort, suspendu au-dessus d'un abîme.

JEAN-CLAUDE RAVET

à Hélène Monette

Il y en a qui ont la mort en face d'eux, persistante, avant l'heure. Des êtres rares qui luttent avec l'ange toute la nuit, tous les jours comme une nuit. Vaincus à l'aube. La vie pour eux ne va jamais de soi. Ils doivent à chaque instant la conquérir à nouveau, éphémère conquête sans lendemain, pour se justifier d'être et rendre compte de leur joie de vivre mêlée au désespoir. Toujours, la conscience leur fait mal, comme un privilège indu, comme la douleur diffuse et prégnante d'un malheur dont ils se sentent complices, responsables, comme un appel insistant à se déprendre de soi et à se lier à l'autre.

Ils ont la bêtise et l'indifférence en horreur, comme le crève-faim regarde avec mépris les repus qui ripaillent. Le visage sans fin de la souffrance, les mille habits de l'injustice, le plus souvent cravatés, les scandalisent et les révoltent. Ils sont une plaie ouverte dans leur chair, comme une

bouche qui crie et beaucoup de silence. Les yeux écarquillés devant la misère du monde, ils ne comprennent pas ; pourtant, ils voudraient tant comprendre. Ils fouillent, ils questionnent, ils lisent, ils pensent avidement. Mais rien n'y fait. Il faudrait pour cela qu'ils soient en paix avec eux-mêmes. Qu'ils se comprennent eux-mêmes. Que la question du sens des choses, de la vie, de l'existence cesse un instant de les tarauder. Mais cela leur est interdit. Un feu les brûle, inextinguible. À l'intérieur. Dans cette part d'eux-mêmes qu'ils partagent avec le monde, d'où se répand le feu qui les consume.

Ils ne savent pas qu'ils brillent – eux, ils brûlent. Brûlent-ils jusqu'à la dernière seconde sans connaître leur destin, ni même reconnaître le visage amical de la mort ?

Qui sont-ils ? Qui sont-elles ? Ce sont des poètes de l'éphémère ouvert sur l'infini. Dans la nuit noire de la finitude – dont ils pétrissent dans l'urgence un poème imparfait, parce que *ce n'est qu'un cri*¹ –, ils sont des lueurs tremblotantes, essentielles. Grâce à elles, il nous arrive parfois de percevoir soudain, dans notre égarement tâtonnant et distrait, la question incessante et brûlante que nous sommes, le séjour mouvant de notre humanité inachevée, le lieu de la blessure ouverte où la vie se fait don ; la souffrance, brèche et compassion – et l'amour, combat pour la

L'auteur est rédacteur en chef de *Relations*

Jacques Goldstyn, 2015, encre, crayon de bois, pastel et aquarelle sur papier

Filiation

EMILIANO ARPIN-SIMONETTI

L'auteur est secrétaire
de rédaction de
Relations

Ta voix perce dans l'écran de la nuit
des trous d'aiguille
d'où gicle la lumière gracile
filant la toile d'araignée atavique, délicate, tragique
l'âme
attrapeuse de rêves et du poème des lucioles
dessiné à même la noire pellicule
de l'éternel présent enfui

Le monde sans cesse s'éteint
pour renaître de la parole
crevant les eaux du silence
sans filet

* * *

Dans la froideur d'argent du soir d'automne
dans les cachots du sens anesthésié de calendriers
où le temps ne sert qu'à esquisser les contours
de ce qui disparaît

tu parles des choses essentielles

et je suis là pour les entendre
avec la paume de mes mains

* * *

Tes mots arrachent à l'apnée du quotidien
feux d'artifices
fugaces éclairs de joie féroce
collisions d'étoiles

les constellations éphémères de nos lignes de vie
révèlent l'avenir
posées sur la peau tirée
le tambour de ton ventre

Dedans
blotti entre
tes os et ta langue

bat demain

justice. Ces lueurs nous donnent à saisir le suc de la vie, les choses enfin « libérées de la servitude d'être utiles » (Walter Benjamin), appelant à briser, comme geste augural d'une révolution, l'horloge du temps homogène et vide, dont le tic-tac bat la mesure d'enfer de l'affairement et de l'abêtissement programmés.

LES DEUX YEUX DE L'ÂME

« L'âme a deux yeux, l'un regarde le temps, l'autre se tourne vers l'éternité. » C'est ainsi qu'Angelus Silesius – mystique allemand du XVII^e siècle – capte, dans *Le pèlerin chérubinique*, la singularité de l'existence humaine et sa fine tension entre l'instant et l'infini. C'est avec ce double regard que l'être humain peut faire à la fois l'expérience de la vie sensible et subjective, éphémère et mouvante, et celle d'une irréductible altérité au cœur même de l'existence. Ni le monde, ni autrui ne sont une proie à saisir, à ramener à soi, comme une reproduction du même; ils incitent au contraire à la solidarité et au dévouement, au respect et à l'émerveillement face à l'étrangeté et à l'énigme de la vie, insaisissable mais saisissante.

Si le fini s'ouvre à l'infini, l'infini aussi, parfois, pénètre subitement l'instant. Éclair étourdissant, ou brise rafraîchissante, sentiment de plénitude, de liberté, de joie ou de douleur. Dans sa fulgurance comme dans sa fugacité, cette présence de l'infini dans l'éphémère – grâce du sublime, du divin, de la beauté – réveille notre mémoire et nos rêves enfouis, dépouille notre présent de la carapace de la routine, des habitudes, des conventions, de tout artifice, laissant pantois ou serein, dessaisi du temps et dénudé, seul dans un silence habité, manifestant la profondeur de l'être. C'est un appel à habiter le présent où nos sens s'aiguisent, s'affinent, s'avivent. Notre subjectivité se colle intimement à la chair du monde, rendant encore plus désirable la vie dans la liberté et l'entraide, et intenable le scandale de la faim et de l'oppression, le cri de la misère, la laideur d'une vie mutilée. « Heureux les affamés et assoiffés de justice », dit l'Évangile. Là, le désir n'est plus une bouche dévorante, un trou sans fond où tout s'engouffre, mais une bouche orante, transformant l'existence en chant.

L'illumination d'un Paul de Tarse – laissé en état de choc des jours durant, et qui de persécuteur se joignit aux persécutés, à l'image d'un Dieu qui aurait renoncé à sa toute-puissance et à l'éternité pour partager la fragilité de la condition humaine – ou celle d'un François d'Assise – accueillant Dieu venu à lui comme un mendiant et renonçant à la vie facile d'une bourgeoisie naissante pour vivre parmi les pauvres et les exclus – sont, dans la tradition chrétienne, des icônes emblématiques de la trace indélébile du sublime que peut laisser l'éphémère d'un instant de grâce dans la vie humaine.

Commentant le mot de Silesius cité plus haut, le philosophe marxiste tchèque Karel Kosík écrit: « l'homme pos-

sède deux yeux: l'un scrute l'instant, l'autre vise l'infini. Seul l'accord entre les deux regards nous donne la mesure. En perdant un œil, nous perdons le sens de la mesure et cédon à l'aveuglement». C'est ce qui se passe à notre époque: «L'homme moderne a perdu le sens de la mesure [...] Il a élevé son système de besoins au rang de l'unique

Aussi faut-il de manière pressante déciller, en nous, l'œil de l'infini, réveiller le désir métaphysique tapi dans notre être, avant que le monde ne se défasse en désert immonde.

réalité et il a renoncé au désir métaphysique. C'est du seul œil scrutant l'instant qu'il contemple sa planète natale ainsi que l'univers entier. De son œil orphelin, il jette un regard de conquérant et de colonisateur, un regard d'exploiteur. Les astres du ciel attendent leur

annexion, afin de devenir une source d'énergie et de matières premières. La terre attend que, depuis le ciel, l'homme exerce sur elle un contrôle absolu², au point où la démesure technoscientifique et financière en vient à la dévaster.

Aussi faut-il de manière pressante déciller, en nous, l'œil de l'infini, réveiller le désir métaphysique tapi dans notre être, avant que le monde ne se défasse en désert immonde, habité d'êtres isolés et esseulés. Nous devons pouvoir réenchanter le monde aplati et replié sur lui-même, faisant barrage à la démesure avide et destructrice et à l'insignifiance: ouverture à l'ailleurs au cœur de l'ici, à l'invisible au cœur du visible, à l'infini dans le fini. Une ouverture qui préserve du trop-plein, une obscurité qui arrache à la pure transparence, une inquiétude qui sauve de la certitude. «Ouverture à l'abyssalité de l'humanité», dit Kosik.

HABITER POÉTIQUEMENT LA TERRE

«L'être humain habite poétiquement la Terre» (Hölderlin): cette parole du poète fou n'a cessé d'habiter le cœur des hommes et des femmes aux prises avec leur existence. Pas de quiétude pour celui ou celle qui s'ouvre aux visages suppliants d'écorchés comme le sien. Mais un profond ébranlement qui ne laisse rien d'intact, de solide, de sûr. Ce qui pouvait avoir apparence de certitude se fissure. La lumière et le sol vacillent. La nuit recouvre le jour. Tâtonnement et vertige poussent alors à la marche. À autant de manières de faire des liens et d'extirper une réponse à la vie au goût de sang: «Je suis bien le gardien de ma sœur, de mon frère.»

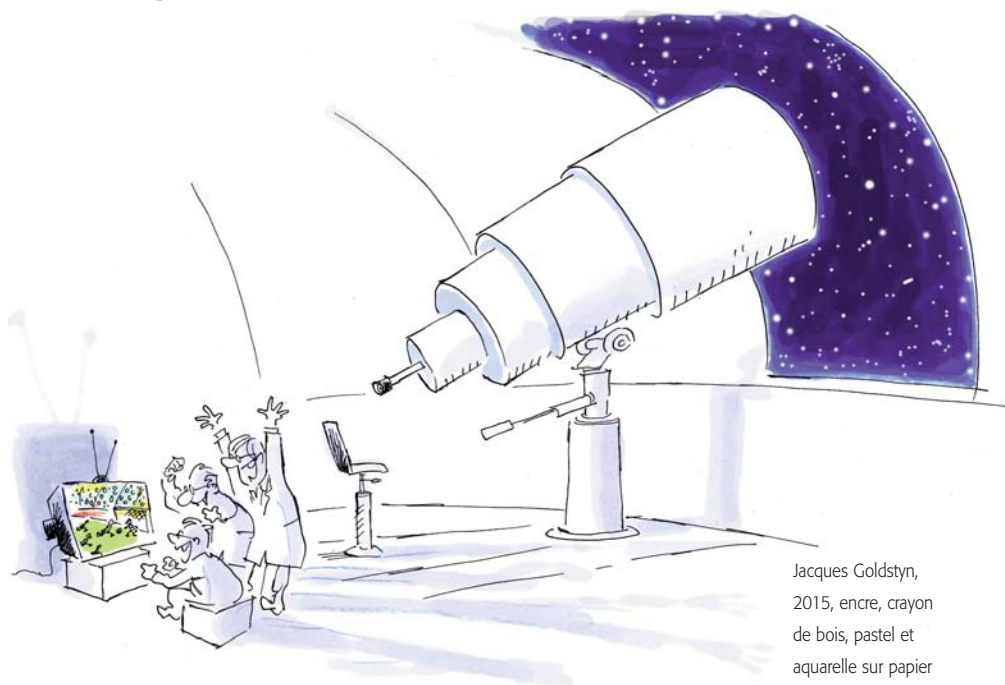
La parole du poète se présente comme invitation à entrer avec lui dans cet ébranlement de l'existence qui dépossède, dépouille, dénude mais en même temps

investit, met en relation avec autrui et le monde... à vif. Que cela signifie-t-il au clair? D'abord, le poète, est celui ou celle qui fait l'expérience d'un gouffre. Il aurait préféré ne pas y être. Être comme la plupart d'entre nous dans le confort d'une vie sans trop de questionnements, sans la hantise de voix intérieures, sans la crainte d'être happé par des forces qu'il ne contrôle pas et dont il devient lui-même la voix. Être là, sans plus, et non en même temps ailleurs et saisi. Mais il est là au pied de l'abîme. Près d'y basculer, de perdre pied. S'il s'y tient malgré tout, c'est qu'il sait que son existence plonge ses racines dans ce vide. Les voix qui s'en libèrent l'écorchent, l'effraient autant qu'elles lui sont familières, proches, amies. Les désertes serait trahir une présence vitale. S'il persiste, c'est aussi parce qu'il voit bien qu'il ramène à la surface de la terre, comme une eau vive, ce qui est enfoui, des bribes d'ailleurs, d'invisible, d'infini qui fait vivre.

Habiter en poète la Terre, n'est-ce donc pas consentir à avoisiner d'une certaine façon le gouffre? Accompagner le poète sur l'autre rive de l'existence. Quitter le jour pour l'errance dans la nuit, refusant une vie sereine mais amnésique. Affronter la peur de la mort dans un combat inégal, acceptant d'être blessé et béni. Le poète est celui qui porte en lui la faim et la nuit, pour ne pas feindre d'être enfin arrivé. Repu. Guéri. Ne pas vivre en paix avec le monde: «Je suis venu apporter le feu sur la terre et que désirais-je sinon qu'il soit déjà allumé?» (Luc 12,49) ●

1. Benjamin Fondane, «Préface en prose» dans *L'Exode*, 1942.

2. K. Kosik, *Crise des temps modernes*, Paris, Éd. de la Passion, 2003, p. 221.



Jacques Goldstyn,
2015, encre, crayon
de bois, pastel et
aquarelle sur papier



Une prose pour la route

TEXTE : PAUL CHAMBERLAND

ILLUSTRATION : CHRISTINE PALMIERI

Nous voici attablés sur une terrasse. Devant nous, des verres d'eau. Nous avons commandé. L'eau sera bientôt changée en vin. Nous savourons en attendant notre appétit. Nous devisons.

Tout autour, peut-être, la cour d'un palais...
Dans l'arrière-cuisine les déchets s'accumulent. On n'y échappe pas.
La reine est en haillons, le roi tousse à s'en arracher les poumons.

Combien de tours le hamster doit-il faire dans son carrousel avant de s'apercevoir qu'il est libre ?
L'écume des rêves a depuis longtemps séché sur nos lèvres. Nous apprécions le lent cordial de l'amertume.

Nous sommes enfin devenus n'importe qui. Nos regards croisés se le disent. Notre patience a été exaucée. Nous allons pouvoir commencer...

Un moineau pique une miette sur la table qu'on vient de desservir, et s'envole, Paraclet de l'infime.

Nous réglons l'addition. Nous retournons au brouhaha de la rue. Nous allons pouvoir, *toute l'après-midi**, commencer à reconnaître en n'importe quel passant sa secrète royauté.

* Arthur Rimbaud, « Royauté », *Illuminations*



Un après-midi dans la cour du Palais, 2015, impression numérique, 46 x 60 cm



Burkina Faso : en finir avec l'ère Compaoré

Malgré la révolte populaire qui a chassé l'ex-président, beaucoup reste à faire pour tourner la page sur son régime.

AMZAT BOUKARI-YABARA

L'auteur, chercheur associé à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) de Paris, a publié *Africa unite ! Une histoire du panafricanisme* (La Découverte, 2014)

Le 30 octobre 2014, après 27 ans passés au pouvoir, et à la veille d'une modification constitutionnelle qui lui aurait permis de se représenter pour un nouveau quinquennat renouvelable deux fois, le président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, a été renversé par un mouvement d'insurrection populaire. Depuis, dans un environnement politique national tendu, au cœur d'une région sahélienne en crise et à la croisée de différents intérêts géostratégiques, le pays vit une transition délicate. La patrie de Thomas Sankara¹, l'une des figures africaines les plus populaires du XX^e siècle, saura-t-elle refermer les pages sombres de son histoire et ouvrir de nouveaux horizons ?

SANKARA ET LE « PAYS DES HOMMES INTÈGRES »

Territoire enclavé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso est peuplé par des ethnies diverses à l'origine de plusieurs royaumes précoloniaux, dont celui des Mossi. Intégré au bloc colonial de l'Afrique occidentale française, il obtient son indépendance le 5 août 1960, sous le nom de Haute-Volta. Dès lors, le pays connaît plusieurs expériences révolutionnaires et militaires. Ainsi, en 1983, une succession

de coups d'État aboutit à l'arrivée au pouvoir d'un jeune capitaine : Thomas Sankara.

Inspiré par la révolution cubaine, souhaitant redynamiser le panafricanisme et la solidarité internationale envers les peuples opprimés, Sankara donne au pays son nouveau nom en août 1984. Le Burkina Faso, présenté comme l'un des pays les plus pauvres du monde, devient alors un laboratoire de politiques économiques et sociales progressistes et anti-impérialistes.

Sous l'égide des Comités de défense de la révolution, l'ensemble de la population (notamment les paysans, les jeunes, les femmes) est mobilisée pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, vaincre l'analphabétisme, le chômage, la désertification, les maladies et la pauvreté, afin de gagner la bataille du développement. En dénonçant la dette et « l'aide » conditionnelle des bailleurs de fonds étrangers, et en menant une diplomatie sans concession envers les puissances occidentales et leurs dépendances africaines, Sankara finit par menacer de nombreux intérêts. Ainsi, le 15 octobre 1987, il est assassiné en compagnie de 12 autres personnes lors d'un coup d'État qui porte au pouvoir son ancien camarade, Blaise Compaoré.

LE BURKINA FASO DE COMPAORÉ

Affirmant ne pas vouloir s'accrocher au pouvoir, Compaoré décide alors néanmoins d'opérer une « rectification » de la révolution en réintégrant le pré-carré africain de la France et en éliminant les cadres sankaristes. Pour répondre aux exigences d'ouverture politique énoncées dans le discours du président français François Mitterrand à La Baule, le 20 juin 1990, son régime militaire fait illusion en se dotant des attributs minimalistes de la démo-

cratie (constitution, élections, multipartisme). Le Burkina Faso se convertit aussi au néolibéralisme, qui remet en cause les acquis sociaux de la révolution et favorise la corruption, le népotisme et le clientélisme, notamment dans les secteurs industriel, foncier et minier.

Sur le plan des libertés, le régime de Compaoré n'hésite pas à réprimer les opposants, conduisant le célèbre historien et opposant politique Joseph Ki-Zerbo à dénoncer une « paix des cimetières ». Ainsi, l'implication de proches du président dans l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, le 13 décembre 1998, ouvre une grave crise politique qui conduit le régime à réintroduire la clause limitative des mandats présidentiels. Chaque anniversaire de la disparition de Sankara et de Zongo ravive l'hostilité de la population envers le régime.

En 2008, l'économie burkinabé, qui connaissait jusque-là un taux d'inflation inférieur à 3 %, voit ce taux passer à plus de 10 %. Pour ce pays qui souffre de la dépendance monétaire au franc des Communautés financières d'Afrique (franc CFA) et qui est tributaire, pour ses approvisionnements, d'une Côte d'Ivoire alors en pleine guerre civile, la crise économique débouche sur une crise politique et sociale à laquelle le gouvernement répond en diminuant certaines taxes et en réduisant également son budget. En même temps qu'éclatent les « émeutes de la faim » dans plusieurs villes du pays, en février 2008, les paysans du Burkina Faso, premier producteur africain de coton, sont également affectés par la crise qui touche ce secteur.

Un troisième cycle de crise survient au printemps 2011, lorsque la mort d'un collégien de Koudougou, victime d'une bavure policière, déclenche une insurrection de la jeunesse qui semble





en mesure de prendre l'ampleur des mouvements populaires survenus en Égypte et en Tunisie. La répression du mouvement vient saper le peu de légitimité qui restait à un régime englué dans plusieurs scandales politico-financiers.

LA CHUTE D'UN RÉGIME VÉROLÉ

Durant toute cette période, Compaoré a joué avec la modification de la durée des mandats pour être réélu (1998, 2005, 2010) face à une opposition divisée. Fin stratège, il a également assis sa légitimité en endossant l'habit de médiateur dans plusieurs conflits africains (Côte d'Ivoire, Guinée-Conakry et Mali, notamment). Autoritaire dans son propre pays, Compaoré a ainsi réussi à gagner le statut de « sage » et d'« homme fort » aux yeux de la communauté internationale, ce qui lui a permis de rejeter les critiques l'accusant de n'être qu'un pompier-pyromane au service des intérêts français et américains.

En dépit de l'hostilité grandissante de l'opposition et de la société civile ainsi que de la dissidence de plusieurs cadres de son parti – qui ont fondé, en janvier 2014, le Mouvement du peuple pour le progrès autour de l'ancien premier ministre Roch-Marc Christian Kaboré –, Compaoré est parvenu à rallier plusieurs partis politiques à son projet de révision constitutionnelle. Dès lors, la confrontation du peuple avec le régime, devenue inévitable, a abouti à la prise d'assaut de l'Assemblée nationale par des manifestants, le 30 octobre 2014, puis à la démission quasi immédiate de Compaoré, qui s'est réfugié aussitôt en Côte d'Ivoire, grâce à la France.

Reposant sur une coalition d'organisations de la société civile dont le Balai citoyen – un mouvement de la base fondé par Samsk Le Jah et Serge Bambara (connu sous le nom de Smokey), deux artistes engagés –, l'insurrection populaire n'a toutefois pas renversé le pouvoir. Après avoir tiré à balles réelles sur les manifestants, faisant une trentaine de morts, l'armée a en effet repris le contrôle. Le général

Honoré Nabéré Traoré, chef d'État major des armées, s'est d'abord auto-proclamé à la tête de l'État. Il sera supplanté par le numéro deux du Régiment de sécurité présidentielle (RSP), le lieutenant-colonel Isaac Zida, qui deviendra le nouvel homme fort du pays jusqu'à ce que l'ancien diplomate Michel Kafando soit désigné président intérimaire de la transition du pays, le 21 novembre 2014. Avant même d'obtenir une reconnaissance internationale, Zida s'était rendu auprès de la plus haute autorité traditionnelle, le Mogho Naba (roi des Mossi), pour asseoir son autorité morale. Il avait

n'y changent rien. Dans quelle mesure Zida, lié à l'ancien régime, peut-il réellement s'en dissocier ? Contesté au sein du RSP, il l'est surtout par la population qui réclame la dissolution d'un corps militaire pro-Compaoré en mesure de déstabiliser tout nouveau régime qui serait élu sur la base d'un rejet de l'ère Compaoré.

Actuellement, la transition ne déroge pas à la règle. Les anciens cadres du régime déchu tentent de se racheter une virginité par le biais de nouvelles formations politiques. Représentée notamment par l'Union pour le progrès et



ensuite pris la tête d'un organe réunissant les représentants de l'armée, des partis politiques, des autorités religieuses et de la société civile afin de préparer une charte de la transition. Ratifiée le 16 novembre 2014, elle prévoit des élections dans un délai d'un an.

UNE TRANSITION VERROUILLÉE DE L'INTÉRIEUR ?

Le choix du président Kafando de nommer par la suite le lieutenant-colonel Zida au poste de premier ministre montre que le pouvoir civil reste subordonné au pouvoir militaire : les quelques annonces consensuelles et la promesse de réouverture de l'enquête sur la mort de Thomas Sankara

le changement de Zéphyrin Diabré et par l'Union pour la renaissance/Parti sankariste de Bénéwende Stanislas Sankara, l'opposition politique, qui n'a pu transformer la révolte populaire en une véritable révolution politique, doit quant à elle proposer une réelle alternative aux Burkinabés. Elle doit faire mentir un Blaise Compaoré persuadé que son départ du pouvoir livrera le pays au chaos. Quant aux défis auxquels Sankara souhaitait s'attaquer, ils sont plus que jamais d'actualité pour le Burkina Faso et pour l'ensemble de l'Afrique. ●

Manifestants protestant à Ouagadougou, le 28 octobre 2014, contre les plans de Blaise Compaoré de prolonger à plus de 30 ans son règne au pouvoir. Photo : ©PC/Newzulu

1. Voir Aziz Fall, « L'affaire Sankara », *Relations*, n° 719, septembre 2007.

PROCHAIN NUMÉRO

Le numéro de septembre-octobre de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et en librairies le 25 septembre. Pensez à le réserver. Il comprendra notamment un dossier sur :



Christian Tiffet, *Dérégulation*, 2015

Alors qu'un capitalisme toujours plus débridé bouscule les sociétés du monde et précipite la crise écologique et sociale, la notion de progrès qu'il charrie a de quoi laisser perplexe. Ne se limitant plus à l'aspiration – toute humaine – à l'amélioration des conditions de vie, cette notion est plutôt devenue un symptôme du fantasme de la toute-puissance technique et de la maîtrise du vivant. Dans ce contexte, vouloir préserver le monde contre la démesure et la destruction environnementale, faire l'éloge des limites, relève-t-il d'un conservatisme? D'ailleurs, que signifie ce mot dans une perspective de gauche? Dans quelle mesure est-il nécessaire à un réenchantement du monde?

À lire aussi dans ce numéro :

- un débat sur la réduction du temps de travail ;
- une analyse de la situation en Libye ;
- le nouveau Carnet de Bernard Émond et la nouvelle chronique poétique de Natasha Kanapé Fontaine, illustrée par Fanny Aishaa ;
- les œuvres de notre artiste invité, Christian Tiffet.

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Web : <www.revuerelements.qc.ca>.



Israël-Palestine : au-delà de la solution à deux États

Entretien avec Jeff Halper

Universitaire, anthropologue, militant, objecteur de conscience, Jeff Halper a été l'un des candidats au prix Nobel de la paix en 2006. Il est le fondateur et directeur du Comité israélien contre la démolition de maisons (ICAHD). Il a publié, chez Pluto Press, *An Israeli in Palestine : Resisting Dispossession, Redeeming Israel* (2006) et publiera, en septembre 2015, *War Against the People : Israel, the Palestinians and Global Pacification*. Il s'est entretenu avec nous au sujet du conflit israélo-palestinien.

Relations : L'opération «Bordure protectrice», menée par Israël à Gaza pendant l'été 2014, a été particulièrement destructrice. Outre le prétexte officiel des tunnels et des tirs de roquettes, quels étaient les motifs d'une telle démonstration de force ?

Jeff Halper : Israël n'a jamais accepté l'idée d'une solution au conflit israélo-palestinien fondée sur deux États pour deux peuples distincts. L'échec du secrétaire d'État américain John Kerry à réactiver les pourparlers, en avril 2014, a constitué le dernier clou dans le cercueil des négociations. Depuis, le gouvernement israélien est dans un processus de «nettoyage» (*mopping up*). Son message aux Palestiniens est : oubliez les négociations, oubliez la solution à deux États. Il n'y a pas deux parties en cause. Ici, vous n'avez aucune importance. Vous avez trois options : la première, vous vous soumettez, ce qui revient à reconnaître qu'il n'y a qu'un pays, que ce pays est le nôtre et qu'il est juif ; alors nous vous permettrons d'y vivre individuellement comme Arabes, mais pas en tant que Palestiniens. La deuxième option, vous quittez ; la troisième, vous mourez. Je pense que c'était le message derrière l'opération «Bordure protectrice», à savoir que l'idée de deux États est maintenant dépassée, que les négociations n'ont plus lieu d'être, que l'Autorité palestinienne est inutile.

La démonstration de force à Gaza s'explique aussi par deux autres raisons. La première est la doctrine militaire

prônée par Israël, qu'on appelle la doctrine Dahiya. Dahiya est une ville près de Beyrouth qui a été détruite par l'armée israélienne lors de la guerre contre le Liban, en 2006. Cette doctrine consiste en l'utilisation d'une force disproportionnée. Même si le droit international interdit une telle pratique, Israël réplique : «Nous le ferons quand même.» Donc, cela fait partie du message : «Vous mourrez si vous ne vous soumettez pas.» La deuxième raison pour laquelle ils ont fait cette guerre est qu'elle permettait de tester une panoplie d'armes nouvelles sur les Palestiniens. Par exemple, le drone Hermès 900 a été utilisé pour la première fois à Gaza. Une autre arme, le Namer, semblable au tank Merkava, y a aussi été utilisée pour la première fois. C'est sans compter toutes sortes de bombes, de tactiques, d'outils et de systèmes robotiques... En d'autres termes, Gaza est un laboratoire.

Rel. : Vous avez témoigné devant le Tribunal Russell sur la Palestine à Cape Town, en Afrique du Sud, en novembre 2011. Quelle était la teneur de votre témoignage ?

J.H. : J'ai témoigné sur la question de l'apartheid. J'ai dit, et les juristes l'ont confirmé, que l'occupation israélienne des Territoires palestiniens est un apartheid, en expliquant pourquoi. Un des points sur lesquels j'ai insisté est que le gouvernement israélien lui-même qualifie la situation d'apartheid. Le mot hébreu qu'il utilise est *hafrada*, qui veut dire «séparation». Par exemple, en Israël, on désigne le mur construit pour séparer Israël des Territoires palestiniens de «mur de séparation» (*geder ha-hafrada*). Autrement dit, un long plaidoyer n'est pas nécessaire : Israël l'admet lui-même.

Mais il y a une situation pire que l'apartheid, c'est celle de l'«entrepôtage» (*warehousing*). Cette idée vient du système pénitentiaire américain, où les prisonniers sont logés dans une forme d'entrepôt : ils y sont enfermés, détenus, et n'y ont aucun droit. Personne ne les voit, personne ne se soucie d'eux. Et s'ils se rebellent, les gardiens de prison ont le droit de les réprimer, c'est leur travail. C'est la façon qu'ont les autorités israéliennes de concevoir les Palestiniens : comme des détenus, et non comme la partie d'un conflit, ni même comme des ennemis. Le message est : vous êtes tout simplement des détenus et en tant que tels, vous pouvez vivre dans la prison, nous allons vous y nourrir, vous pourrez

L'année dernière, la police israélienne a démolé trois fois plus de maisons de citoyens israéliens qu'elle ne l'a fait en Cisjordanie. Ces citoyens, bien sûr, sont des Arabes, soit Palestiniens, soit Bédouins.

obtenir un peu de travail, etc. Par ailleurs, c'est une prison dont la porte arrière est ouverte. Si vous voulez aller en Jordanie ou en Égypte et à l'extérieur, alors tout va bien. Mais si vous résistez, vous allez mourir. C'est de cette façon qu'Israël conçoit cette situation.

C'est la même chose pour les Palestiniens de Jérusalem, de Gaza, d'Israël et de Cisjordanie. Il n'y a aucune distinction. Par exemple, l'année dernière, la police israélienne a démoli trois fois plus de maisons de citoyens israéliens qu'elle ne l'a fait en Cisjordanie. Ces citoyens, bien sûr, sont des Arabes, soit Palestiniens, soit Bédouins. Un des slogans que l'on entend fréquemment en Israël, lequel remonte je crois à l'époque où Yitzhak Rabin était premier ministre, est « Nous n'avons jamais terminé 1948. » Dans un sens, ce que fait le gouvernement israélien actuellement, c'est achever l'expulsion des Palestiniens entreprise lors de la guerre de 1948.

Dans un sens, ce que fait le gouvernement israélien actuellement, c'est achever l'expulsion des Palestiniens entreprise lors de la guerre de 1948.

soit l'existence d'un État palestinien indépendant aux côtés de l'État d'Israël, n'est plus possible compte tenu de l'expansion fulgurante des colonies de peuplement israéliennes et du nombre important de colons israéliens demeurant aujourd'hui en Cisjordanie (plus d'un demi-million). Je comprends qu'une solution à un État est un grand pas à faire pour les Palestiniens. Cela signifie de renoncer à une lutte de libération nationale et de la transformer en une lutte pour les droits civiques. Je comprends que ce n'est pas chose facile et que de nombreux Palestiniens voient cela comme une forme douce de sionisme, car cela signifie reconnaître qu'il y a une présence nationale israélienne. Je comprends qu'il y a donc beaucoup de raisons pour lesquelles les Palestiniens résistent et hésitent à adhérer à cette vision.

À l'heure actuelle, la solution à un État reste un débat académique. Elle n'est pas sur la table, mais elle deviendra pertinente, car avec l'effondrement que j'entrevois – je pense que l'Autorité palestinienne va disparaître, qu'elle va soit s'effondrer, soit démissionner avant de perdre toute crédibilité aux yeux de la population palestinienne, qui voit sa situation se détériorer de jour en jour –, la solution à deux États sera anéantie et tout le monde cherchera une alternative. Je crois que ce conflit est un conflit mondial, de sorte que la communauté internationale ne peut laisser faire indéfiniment. Notre rôle, en tant que société civile de gauche, est de proposer une solution juste. On ne peut pas laisser cela uniquement entre les mains des gouvernements. Si nous ne proposons pas une solution juste, quelqu'un d'autre proposera une autre solution et nous aurons perdu la bataille.

Malheureusement, les Israéliens et les Palestiniens qui remettent en cause l'ordre actuel ne produisent pas de stra-

Rel. : Quelle est la solution, à vos yeux, pour sortir de cette situation tragique?

J. H. : Selon moi, il faut établir un État binational, une démocratie fondée sur un partage des pouvoirs entre groupes nationaux comme en Suisse ou en Irlande. Évidemment, ceci suppose que chacune des nations (juive et palestinienne) reconnaisse officiellement l'autre et son droit historique à demeurer en Palestine-Israël. Ceci dit, c'est aux Palestiniens de déterminer la solution qu'ils favorisent. Je ne peux que leur faire part de mon avis, je ne peux pas les représenter. Ce que j'essaie de faire, en quelque sorte, est de leur dire: je comprends que vous êtes en transition et que vous savez que la solution à deux États¹,





tégies communes. Nous sommes des partenaires et, pourtant, nous ne nous parlons pas. Depuis quelques années, il y a un refus de plus en plus marqué de la part des Palestiniens de normaliser les relations avec qui que ce soit en Israël. Cette poussée anti-normalisation, je la comprends émotionnellement, mais politiquement, elle est contreproductive et c'est d'autant plus ironique que c'est la société civile palestinienne qui a défini ce qu'est la normalisation. Le Palestinian Network of Non-Governmental Organizations, le PINGO, a lancé un appel en 2000 précisant que si une organisation israélienne se conforme à trois principes, elle peut être un partenaire. Ces principes sont le droit au retour des réfugiés palestiniens de 1948 et 1967, la fin de l'occupation militaire de la Cisjordanie et de Gaza et l'égalité pour tous les citoyens d'Israël, y compris les Palestiniens qui y demeurent. Pourtant, au fil des années, il y a eu une érosion de ces principes. Comment expliquer, autrement, qu'en septembre 2014, la journaliste de gauche

Amira Hass ait été expulsée du campus de l'Université Birzeit, près de Ramallah, simplement parce qu'elle est Israélienne? On en est arrivé à un point tel que ni Amira, ni le Comité israélien contre la démolition de maisons, ni même les Israéliens antisionistes ne peuvent avoir un véritable dialogue avec les organisations palestiniennes. C'est un problème important.

Rel. : En terminant, comment voyez-vous les liens entre le gouvernement israélien et le gouvernement canadien?

J. H. : Ils sont très inquiétants. En 2008, Stockwell Day, qui était alors votre ministre de la Sécurité publique, a signé une Déclaration d'intention avec le gouvernement israélien visant à accroître la coopération dans le domaine de la sécurité publique. Le Protocole d'entente du partenariat stratégique Canada-Israël, signé en janvier 2014, a suivi. En vertu de cet accord, le Canada implique Israël dans des affaires intérieures, par exemple le fonctionnement des

Philippe Ducros,
Les mangeurs de terre (Mustantani),
2005, colonie juive
autour de Bethléem,
en Cisjordanie

prisons, le contrôle des frontières, l'immigration, la répression de la criminalité, la formation de la Gendarmerie royale du Canada. C'est inhabituel. D'ordinaire tout gou-

Cet accord conduit vraiment à «l'israélisation» des services de sécurité intérieure du Canada, et permet à Israël d'intervenir sur le plan de la sécurité intérieure canadienne. C'est énorme.

vernement tient les États étrangers à l'écart de ce genre de prérogatives; il ne souhaite pas qu'ils interviennent dans ses affaires intérieures. C'est une question de respect de sa souveraineté. Cette attitude montre à quel point le gouvernement conservateur de Stephen Harper accorde de l'importance à l'appareil de sécurité israélien. Il faut savoir qu'Israël

offre ainsi son expertise à différents pays, étant devenu un spécialiste du contrôle de populations, y compris de l'incarcération de prisonniers politiques.

D'une certaine façon, cet accord conduit vraiment à «l'israélisation» des services de sécurité intérieure du Canada, ce qui, de mon point de vue, est beaucoup plus grave que n'importe quelle coopération militaire. C'est quelque chose d'énorme. Vous savez, un État peut toujours faire appel à des services venant de l'étranger, acheter de

l'équipement et envoyer du personnel recevoir de la formation. Mais ici, on parle d'une sorte de relation permanente de gouvernement à gouvernement, qui permet à Israël d'intervenir sur le plan de votre sécurité intérieure. Je pense que c'est un cran au-dessus de la coopération normale en matière de sécurité.

Par ailleurs, cette situation n'est pas sans lien avec le fait que tous les partis fédéraux canadiens sont pro-Israël. Pourquoi? C'est la vraie question. Le rôle que joue le lobby pro-israélien au Canada ne peut suffire à l'expliquer, ni les fondamentalistes chrétiens. Qu'est-ce qui unit tous ces partis et les rend si favorables à l'État israélien? Ma réponse est la sécurité militaire, l'expertise militaire grandissante que les firmes israéliennes exportent aux quatre coins du monde et dont les gouvernements estiment avoir besoin pour assurer la «pacification» des populations dans un monde marqué par des écarts socioéconomiques de plus en plus grands. ●

PROPOS RECUEILLIS ET TRADUITS PAR MICHAËL SÉGUIN, AVEC LA COLLABORATION DE MOULOUD IDIR.

1. Lire Vincent Romani, «La Palestine: vers un État sans nation», *Relations*, n° 754, février 2012.

Maîtrise en études du religieux contemporain



- Occasion unique d'acquérir des connaissances sur le religieux contemporain directement en lien avec son projet professionnel
- Comprendre le fonctionnement de nos sociétés à la lueur des facteurs religieux qui les influencent
- Formation offerte à distance, à Longueuil et à Sherbrooke

Plusieurs cheminements :

- Recherche
- Cours avec essai
- Cours avec stage (de type intervention dans son milieu de travail)



UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

| Voir au futur

USherbrooke.ca/fater/etudes-superieures

VOUS AVEZ MANQUÉ UN NUMÉRO?



767
LIRE ENTRE LES LIGNES
DE L'ANALPHABÉTISME



768
POLITIQUE MUNICIPALE:
SORTIR DU CUL-DE-SAC



769
LA PROMESSE DU DON



770
UN MONDE QUI VACILLE



771
LA RETRAITE: UNE
RESPONSABILITÉ COLLECTIVE



772
FAIRE FRONT CONTRE
LA DROITE CANADIENNE



773
L'INDE, TERRE DE LUTTES
ET D'ESPOIRS



774
POUR UNE ÉDUCATION
ÉMANCIPATRICE



775
DES CHEMINS D'HUMANITÉ



776
CONTRÔLE SOCIAL 2.0



777
HALTE AU CAPITALISME VERT



778
FRANCOPHONIE EN AMÉRIQUE:
ENTRE RÊVE ET RÉALITÉ

COMMANDEZ-LE! CHAQUE ANCIEN NUMÉRO EST OFFERT AU PRIX DE 4 \$.

514-387-2541 poste 234 | cleguen@cjf.qc.ca | www.revuerelations.qc.ca

VERSION NUMÉRIQUE ÉGALEMENT DISPONIBLE

www.vitrine.entrepotnumerique.com (section Revues culturelles numériques)



Quelle place pour la radicalité dans notre société ?

La vraie radicalité n'existe plus dans notre société du consensus néolibéral où règne l'austérité de la pensée.

BENOÎT COUTU

L'auteur, sociologue, est chargé de cours à l'UQAM et à l'UQAR

Ces derniers temps, au gré de l'actualité politique, les accusations de radicalisme fusent de toutes parts. Par leur seule énonciation, des individus, des mouvements sociaux et des événements qui n'ont rien en commun sont mis dans le même panier. Les médias de masse associent le radicalisme à tout ce qui dévie d'une norme sociale explicite ou va à l'encontre d'un supposé consensus social, bref, à tout ce qui sort de l'ordinaire des « vraies affaires ». Le gouvernement saisit cette balle au bond pour délégitimer tout mouvement contestant son régime d'austérité. Chemin faisant, le radicalisme et ses dérivés, vidés de leur substance, deviennent des dénominations qui tiennent lieu d'explication, voilant la situation réelle : l'adhésion des masses au projet néoconservateur de reconstruction néolibérale des sociétés.

L'ALIÉNATION DES MASSES

Si la lutte contre les politiques d'austérité n'a rien de *radical* en soi, ni même un peu de grabuge dans une université, par une sorte d'automatisme, c'est pourtant le mot qui vient à l'esprit chez les gens, d'un côté comme de l'autre, pour qualifier le mouvement de grève étudiante du printemps 2015. Inversement, rarement – sinon jamais – ce terme n'est utilisé pour qualifier des mouvements d'extrême-droite ou les acteurs du saccage à l'hôtel de ville de Montréal. Il semble alors que ce que la société considère aujourd'hui comme

étant radical est essentiellement défini par le haut et relayé par les médias qui se font la courroie de transmission des élites.

Cependant, toute analyse se limitant à dénoncer une manipulation des masses reste insuffisante pour comprendre la situation. Le fait d'accuser de radicalité des mouvements qui ne le sont aucunement est un symptôme de l'intériorisation culturelle et de l'intégration sociale des masses dans une « démocratie » néolibérale soutenue par une idéologie néoconservatrice, moralisatrice et stigmatisante, qui sème la division en réduisant le social à une peau de chagrin. Empêtrés dans des « luttes de places », les individus fusionnent alors en des masses dans lesquelles la soumission à l'autorité procure le sentiment de l'incarner et d'avoir un pouvoir sur son voisin. Il suffit de lire les commentaires d'opinion sur les sites des médias pour ressentir toute la violence de l'état de crise, de peur, de *sursis* qui veille dans une population retournée contre elle-même.

LA RADICALITÉ ÉPUISÉE

Ainsi, à notre époque, l'austérité de la pensée semble avoir remplacé la radicalité. Par un effet de miroir avec le pouvoir néolibéral, elle neutralise le politique et la véritable critique par les procédés de la déconstruction et du slogan. On n'a qu'à penser à l'affaire *Charlie Hebdo*. Dans la foulée des attentats, quiconque ne disait pas « Je suis Charlie » et osait une critique radicale des conditions qui produisent le

terrorisme (que ce soit l'exclusion et le racisme dont sont l'objet les musulmans en France ou encore la politique étrangère impérialiste des puissances de l'OTAN) était accusé de justifier les actes des frères Kouachi. Si être radical, c'est aller à la racine, c'est-à-dire avoir une réflexion sur le caractère absolu et approfondi de quelque chose, faire table rase n'est pas aller à la racine.

En déconstruisant ce qui fait dans la société le socle de notre vivre en commun, les forces vives du capitalisme s'affairent simultanément à la destruction de la pensée. Dans l'intégration totale de la vie, normée, réglée, enrégimentée, à laquelle nous sommes conviés, « la pensée se trouve soumise à la subtile censure du *terminus ad quem* : pour peu qu'elle entre en scène comme pensée critique, il lui faudrait nécessairement spécifier le résultat positif auquel elle veut parvenir¹ ». Une critique du système reste alors une critique dans le système. Face à cette tendance, nous devrions continuer de réfléchir longuement au lieu d'agir rapidement. Sans ancrage, sans arrières-pensées, nos actions n'auront aucun but, aucun socle, aucune répercussion. Le salutaire radicalisme serait alors celui de la réévaluation des concepts qu'on utilise pour penser notre époque. Hélas, peu en font preuve. C'est dire alors que « [...] si la parole peut devenir étincelle, elle n'a aujourd'hui encore rien incendié² ». Dans une société malade, c'est la vie qui se radicalise, et non les gens, voilà la vérité. ●

1. Theodor W. Adorno, *Société : Intégration, Désintégration*, Paris, Payot, 2011, p. 34.

2. Max Horkheimer, *Théorie critique. Essais*, Paris, Payot, 2009, p. 320.



Alors que le terme *radical* sert de plus en plus à délégitimer la contestation sociale et politique et à semer la peur du chaos pour justifier des mesures de répression toujours plus musclées, est-il encore possible de se revendiquer d'une forme de radicalité dans notre société?

La radicalisation du capitalisme produit un contexte favorable aux courants politiques radicaux.

EMILIANO ARPIN-SIMONETTI

L'émoi qu'a provoqué l'embrigadement de jeunes Occidentaux par des courants djihadistes internationaux et la mal nommée lutte à la « radicalisation » qui s'en est suivie ont sans doute fini de vider de son sens le terme *radical*. Celui-ci, déjà employé par les autorités et par bien des médias pour délégitimer la contestation sociale (notamment le mouvement étudiant), est aujourd'hui devenu un stigmate justifiant la répression.

Peut-on pour autant en déduire que nous sommes confrontés à la disparition imminente de toute forme d'analyse de la réalité qui cherche à aller *aux racines* des problèmes? Que la force de l'appareil idéologique du système en place arrive à imposer une lecture unique du monde, et que toute contestation ouverte de son hégémonie n'est que vaine agitation, quand elle ne contribue pas carrément à le renforcer? Une telle interprétation nous semble sous-estimer à la fois le rôle des mouvements de contestation contemporains et la crise de légitimité dans laquelle le néolibéralisme comme régime d'économie politique est enfoncé; un contexte propice aux offres politiques radicales.

RADICALISME DÉMOCRATIQUE ET ÉCOLOGISTE

Sous l'effet de la « révolution néo-conservatrice » des 30 dernières années en Occident, les inégalités socioéconomiques se sont considérablement creusées. Appauvrissement, exclusion et destruction environnementale se sont accentués, entraînant d'importants

protestations. La crise financière de 2007-2008, à cet égard, a marqué un tournant. Devant l'incapacité manifeste – voire le refus – de nos élites de réformer le système capitaliste et devant le durcissement des mesures d'austérité, le projet néolibéral est apparu clairement pour ce qu'il est: une entreprise de dépossession des classes laborieuses pour maintenir les privilèges de la classe dominante.

Dès lors, la contestation s'est amplifiée. Le mouvement des Indignés en Espagne, le mouvement Occupons dans plusieurs villes occidentales, et, plus près de nous, le Printemps érable de 2012 ont tous porté une critique radicale des institutions politiques. Ces mouvements, en mettant en scène des pratiques de démocratie directe et populaire, ont voulu réaffirmer le pouvoir souverain du peuple en dehors des institutions étatiques séquestrées par le grand capital. C'est ce qui leur a valu une dure répression de la part des forces de l'ordre.

Parallèlement, notamment avec l'essor des projets d'exploitation des hydrocarbures « extrêmes », les populations vivant directement les contrecoups du saccage environnemental sont de plus en plus nombreuses à se dresser contre les firmes et les gouvernements qui en tirent profit. Et, devant la cooptation d'une partie du mouvement environnementaliste, une part grandissante d'écologistes affine des stratégies de plus en plus ouvertement anticapitalistes pour faire face à la crise écologique.

RADICALISME OU CATHARSIS?

Que l'action de ces courants politiques ne mène pas à des changements pro-

fonds à court terme n'enlève rien à leur radicalité, car c'est dans la durée qu'il faut les comprendre. Pour prendre l'exemple du Printemps érable, la soif de liberté, d'égalité et de justice sociale qui l'a fait surgir n'a pas été épuisée par les mois de manifestations et d'assemblées générales, bien au contraire. Ce mouvement a joué un rôle majeur dans le renouvellement de l'imaginaire politique de la jeunesse québécoise et a fortement contribué à tisser des alliances qui ont ensuite permis d'élargir la lutte sociale, notamment contre l'exploitation pétrolière.

Aussi, comparer, comme le font certains observateurs, ce type d'irruption politique à une simple soupape qui permet au système d'évacuer un peu de pression sociale pour mieux fonctionner ensuite, cela relève de la boutade plus que de l'analyse. Ce genre de moments politiques contribue à faire progresser le sentiment sous-terrain que les choses doivent changer, tout en mettant en circulation de nouvelles stratégies, de nouvelles pratiques émancipatrices alimentant la réflexion politique¹. Bref, ils ont un rôle heuristique dans l'élaboration d'un discours contre-hégémonique.

De plus, leur répression inévitable rend encore davantage visible la violence de classe et la nécessité d'y mettre fin par un changement radical. Une conviction que le durcissement à venir de la crise du capitalisme ne pourra que renforcer, à mesure que se détériorent les conditions matérielles d'existence d'une part croissante de la population. Le radicalisme n'est donc pas près de disparaître de notre société. ●

L'auteur est secrétaire de rédaction de *Relations*

1. Voir James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance*, Paris, éd. Amsterdam, 2008.

FSM MONTRÉAL 2016

Montréal sera l'hôte du prochain Forum social mondial (FSM), en août 2016. Pour la première fois, le célèbre rendez-vous altermondialiste se tiendra donc dans un pays du Nord. Rassemblant en général une majorité de participants du pays hôte, le FSM entraîne souvent des avancées sur le plan des luttes «locales», en plus de nourrir un processus international de création d'alternatives aux grands systèmes de domination. Un événement spécial aura aussi lieu à Porto Alegre, au Brésil, en janvier 2016, au moment du Forum économique mondial de Davos, en Suisse. Dès sa création en 2001, le FSM a voulu porter la voix des peuples face à ce forum des élites. Renseignements: <fsm2016.org>.

LE LOGEMENT : UN DROIT

Entamée à l'automne 2014, la campagne «Le logement: un droit» menée par le FRAPRU a culminé par un camp pour le droit au logement, organisé à Montréal du 21 au 24 mai dernier. Malgré l'expulsion à répétition des campeurs par la police de Montréal, la campagne a permis d'interpeller la population et les gouvernements provincial et fédéral au sujet de la gravité des coupes affectant le logement social et sur la situation des mal-logés, des itinérants et des ménages qui consacrent une part croissante de leur revenu au logement. À cet égard, une série de capsules vidéo ont été produites, offrant des témoignages qui illustrent concrètement les problèmes de logement que vivent les personnes, de même que les bienfaits du logement social dans leur vie. Pour les visionner: <frapru.qc.ca/logementundroit>.

HISTOIRE DES FEMMES

La plus importante base de données sur l'histoire des femmes au Québec est désormais disponible en ligne. Né d'une collaboration entre le Réseau québécois en études féministes et le Conseil du statut de la femme, le projet prend la forme d'une ligne de temps interactive divisée en six grandes périodes, à laquelle s'ajoutent des capsules vidéo et une multitude de liens et de ressources bibliographiques. En tout, près d'un millier de rubriques, classées en huit thématiques générales, recensent les grands événements qui jalonnent l'histoire des femmes au Québec de 1600 à nos jours, présentant également des personnalités et des groupes qui ont contribué à renforcer la place des femmes dans la société. *La ligne du temps de l'histoire des femmes au Québec*: <histoiredesfemmes.quebec>.

APPEL DE L'EST

La lutte contre les projets pétroliers au Québec ne fera pas relâche malgré les vacances estivales. Plusieurs groupes militants, dont le Comité printemps 2015 et l'ASSÉ, ont récemment lancé *L'appel de l'Est*, une campagne visant à maintenir la pression tout l'été contre les hydrocarbures, en particulier en Gaspésie et dans le Bas-Saint-Laurent. Il s'agit de coordonner les efforts des nombreux organismes, groupes et citoyens afin de poursuivre la forte mobilisation déjà entamée depuis plusieurs mois partout au Québec et qui a, entre autres, freiné la construction d'un port pétrolier à Cacouna. Une plateforme Web collaborative a été créée pour permettre de promouvoir des événements et de partager information et matériel militant: <appeldelest.org>.

MAISON DE SOLIDARITÉ

Cinq ans après le décès d'un artisan de *Relations*, le jésuite Guy Paiement, vient d'être publiée une brochure signée Marc-André Tardif qui porte sur la maison historique sise au 853, rue Sherbrooke Est, où habitait Guy Paiement de 1978 jusqu'à sa mort. Présentant de nombreuses photos d'époque, la brochure *Portes ouvertes* relate la riche histoire sociopolitique de cette maison qui appartenait à la Société nationale Saint-Jean-Baptiste, depuis 1925, alors dirigée par Marie Lacoste Gérin-Lajoie, pionnière du mouvement pour le droit de vote des femmes au Québec. Transformée en coopérative d'habitation à vocation d'entraide et de partage par Guy Paiement et son équipe, elle fut le lieu de rayonnement privilégié de pratiques socioéconomiques et spirituelles inspirantes. Cette plaque est donc aussi un hommage à l'infatigable artisan de la justice sociale qu'était Guy Paiement. On peut se la procurer en communiquant avec l'auteur au 514-527-7448 ou au <lupmat2@yahoo.fr>.

UNIVERSITÉ POPULAIRE

Du 20 au 23 août à l'UQAM, *Les Nouveaux Cahiers du socialisme* tiendront leur sixième Université populaire, en collaboration avec la revue *Canadian Dimension*. Quatre grands axes thématiques sont proposés: la réorganisation du capitalisme; les nouveaux chemins de l'émancipation; le «futur du passé»; construire la convergence. *Relations* y sera présente, notamment avec la participation d'Emiliano Arpin-Simonetti à l'une des activités organisées sur le thème de la surveillance. Renseignements: <cahiersdusocialisme.org>.

22

REVUES CULTURELLES QUÉBÉCOISES
MAINTENANT OFFERTES

EN VERSION NUMÉRIQUE!

ARTS VISUELS | CIEL VARIABLE | ESPACE | ESSE | ETC | INTER | CINÉMA | 24 IMAGES | CINÉ-BULLES | SÉQUENCES | CRÉATION LITTÉRAIRE
BRÈVES LITTÉRAIRES | MÖBIUS | XYZ. LA REVUE DE LA NOUVELLE | CULTURE ET SOCIÉTÉ | QUÉBEC FRANÇAIS | RELATIONS | HISTOIRE ET PATRIMOINE
CAP-AUX-DIAMANTS | CONTINUITÉ | HISTOIRE QUÉBEC | LITTÉRATURE | LES CAHIERS DE LECTURE | LETTRES QUÉBÉCOISES | LURELU |
NUIT BLANCHE | SPIRALE | THÉÂTRE ET MUSIQUE | JEU REVUE DE THÉÂTRE

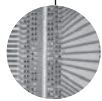
Plusieurs revues culturelles québécoises ont fait leur entrée dans L'Entrepôt du livre numérique de l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL). Visitez la section *Revues culturelles numériques* de la Vitrine de l'Entrepôt www.vitrine.entrepotnumerique.com pour feuilleter les revues en ligne et acheter les numéros qui vous intéressent.

sodep
Société de développement
des périodiques
culturels québécois



Conseil des arts
du Canada

Canada Council
for the Arts



DOCUMENTAIRE

LE PRIX À PAYER

RÉALISATION : HAROLD CROOKS
PRODUCTION : INFORMATION
CANADA, 2014, 90 MIN.

Loin des clichés tropicaux généralement associés aux paradis fiscaux, présentant des plages luxuriantes où dormiraient des coffres d'argent, ce documentaire s'ouvre sur des images



d'une tout autre nature. On y voit des nuages en mouvement accéléré dans le ciel, des orages électriques menaçants : ils symbolisent la mouvante immatérialité des circuits financiers que ce film nous fera connaître, en racontant l'histoire « des forces puissantes qui creusent le gouffre entre une poignée de privilégiés et la multitude des autres ».

Nos sociétés sont face à la *crise fiscale qui vient* – pour reprendre le titre du livre de la fiscaliste québécoise Brigitte Alepin dont il s'inspire, et qui a

contribué au scénario. On estime qu'en 2010, entre 21 000 et 32 000 milliards de dollars se trouvaient dans les paradis fiscaux, soit de 10 % à 15 % du patrimoine financier mondial. Quand bien même les îles Caïmans seraient submergées par la montée des océans, par exemple, elles demeureraient le quatrième paradis fiscal mondial. Car l'argent ne dort pas au soleil, à l'abri de l'impôt ; il voyage constamment à des vitesses vertigineuses. Son univers connaît une expansion inégale dans l'histoire, qui a un impact délétère sur la fiscalité et, au final, sur la démocratie.

D'autres documentaires, tels *Évasion fiscale*, le *hold-up du siècle* de Xavier Harel ou *Let's make money* de Erwin Wagenhofer, ont mieux montré les terribles conséquences des paradis fiscaux pour les pays pauvres ou appauvris. Mais *Le prix à payer*, réalisé par Harold Crooks (*Survivre au progrès*), tire sa force du contexte de sa réalisation, soit la crise financière de 2008, qui a vu les États absorber le choc et transformer la dette privée des financiers cupides en dette publique, pour ensuite refiler la facture aux populations en imposant de durs plans d'austérité. Ajoutons à cela les fuites de documents secrets (*Swissleaks*, *Offshore Leaks*) qui ont aidé à révéler à quel point les riches et les transnationales (Google, Amazon, etc.) font valser les milliards à l'abri de l'impôt. D'où certaines scènes fort révélatrices dans lesquelles on voit des dirigeants de transnationales sommés par des parlementaires de répondre de leur irresponsabilité fiscale – des « voyages » que font les profits loin de l'endroit où l'activité commerciale réelle de leur entreprise se déroule pourtant.

On apprend aussi le rôle historique et actuel très important que jouent le Royaume-Uni et la Cité de Londres (la City) dans le phénomène des paradis fiscaux, chaque étape de la décolonisation de l'ex-empire britannique ayant nourri leur expansion. Cette domination anglosaxonne se reflète à juste titre dans le choix des interve-

nants du film. On y retrouve John Christensen du Tax Justice Network, une figure incontournable de la lutte contre les paradis fiscaux qu'on a déjà eu le plaisir d'entendre à Montréal. Le parti pris du film est d'ailleurs de faire parler des experts, dont plusieurs qui ont œuvré à l'intérieur du système financier et en dénoncent aujourd'hui les fautes et dérives. Si on retrouve quelques francophones, dont Thomas Piketty et Alain Deneault, on peut déplorer qu'un film qui traite aussi de la taxe sur les transactions financières – revendication qui a fait naître le mouvement altermondialiste ATTAC – n'ait pas donné la parole à un de ses représentants, pensons à Dominique Plihon, Susan George ou Peter Wahl. Taxer les transactions financières freine la spéculation et ouvre la possibilité d'un régime fiscal international. C'est tout l'enjeu de fond et ce pourquoi cette taxe, qui existe déjà dans certains pays, est plus révolutionnaire qu'il n'y paraît, et donc féroce combattue.

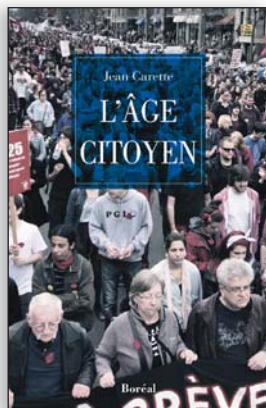
Pour saper les bases des paradis fiscaux et mettre fin à une concurrence fiscale destructrice que les États ont tristement contribué à instaurer, des pistes sont données : taxer les profits des entreprises là où ils sont réalisés, briser le secret bancaire en mettant en place l'échange de renseignements fiscaux automatique entre les pays, revenir à une éthique de la finance en tant que mission d'intérêt public, etc. Il manque cependant au tableau un mot sur le rôle que jouent aussi les traités de libre-échange dans la dérégulation du secteur de la finance et la libre circulation des capitaux. Chose certaine, la pression des populations est cruciale pour éviter que *le prix à payer* pour tout cela soit la reféodalisation du monde et la montée d'une extrême droite déjà perceptible dans certains pays.

CATHERINE CARON

RETRAITE ET ENGAGEMENT SOCIAL

Jean Carette
L'ÂGE CITOYEN

Montréal, Boréal, 2014, 238 p.



Jean Carette, gérontologue social d'origine française, est un véritable pionnier des études sur le vieillissement au Québec. Son dernier ouvrage, dont le cinéaste renommé Fernand Dansereau signe la préface, est une méditation sur l'âge de la retraite, ancrée dans son expérience d'ainé engagé pour la justice sociale.

Le but premier de l'auteur est de déjouer l'âgisme et les représentations discriminatoires envers les personnes âgées, en déconstruisant les discours alarmistes et la philosophie des politiques publiques d'assistance, ciblant la population âgée comme un fardeau sociétal. Par exemple, devant les nombreux avertissements concernant le « tsunami gris » qui frapperait le Québec d'ici 2030 en raison d'une proportion de personnes âgées (plus de 65 ans) qui frôlera les 30%, Carette se demande plutôt « comment faire du vieillissement collectif un levier de développement » (p. 95), partant du fait que « le vieillissement démographique n'est qu'un changement de répartition entre les cohortes d'âges » (p. 15). Il apporte une réponse en imaginant une réelle inclusion sociale des savoirs aînés, une valorisation de leur existence et de leur travail, rémunéré ou non, au-delà du développement d'un « marché gris » (p. 153).

L'auteur propose également de revoir notre manière de considérer les âges de la vie et les modes de redistribution de la richesse en place dans un Québec enivré de néolibéralisme. Une « politique des âges » véritablement égalitaire ne s'adresserait pas seulement à une population âgée considérée comme « en besoin », mais bien à tous les *citoyens*. Tout au long de l'ouvrage, le sociologue témoigne d'ailleurs d'un grand souci pour les conditions matérielles d'existence en

argumentant que « ce n'est pas la retraite qui est un risque, mais bien la pauvreté » (p. 76). Pour contrer l'exclusion dont peuvent être victimes les aînés, il propose, entre autres, la mise en place d'un revenu minimum garanti, l'extension des régimes de retraite à prestations déterminées et la construction de logements sociaux.

Mais par-delà ces réformes, Carette appelle à une réinvention des rôles sociaux prévalant chez les aînés. Permettre que la retraite devienne un « âge citoyen » à grande échelle, ou généraliser le modèle de la « retraite solidaire », comme dirait la sociologue Anne-Marie Guillemard, voilà le désir le plus cher de l'auteur : « fini le temps des mises au rancart, finie l'exclusion du système de production, bienvenue dans l'ère de l'implication citoyenne » (p. 87).

Bien que l'ouvrage soit particulièrement pertinent et l'écriture parfois lumineuse, il faut toutefois formuler quelques réserves. L'auteur utilise trop souvent le « nous » sans spécifier à qui il réfère vraiment : les gens du Québec, d'Amérique du Nord, d'Occident ? Ce genre de généralisation se trouve aussi dans l'encart, inséré au milieu du livre, où le psychologue Yves Vaugeois parle de « la culture orientale » et de la place importante qu'elle accorde aux « porteurs de sagesse » (p. 86). Cela masque une complexité anthropologique et empirique qui sert souvent à glorifier des ailleurs meilleurs. Par ailleurs, Fernand Dansereau mentionne dans sa préface que Carette nous invite à un « changement radical de perspective ». Je n'irais pas jusque-là. Nous sommes plutôt devant une série de réformes sociales-démocrates réfléchissant la question de l'inclusion sociale des aînés à partir des concepts de citoyeneté, de progrès et d'État social. Une

perspective « radicale » impliquerait de remettre en cause les mécanismes du développement, du progrès et de l'exploitation par le salariat qui est à la base même de l'exclusion sociale.

En somme, *L'âge citoyen* est un livre instructif et porteur d'espoir qui permet de découvrir l'expérience inspirante de Jean Carette, donnant le goût de suivre son exemple d'engagement social à la retraite. S'il peut convaincre une partie de la population que la coexistence de cinq générations n'est pas en soi source de problèmes, ni de conflits, mais plutôt une chance et une richesse collective, *L'âge citoyen* aura atteint son objectif.

JULIEN SIMARD

DÉMOCRATISER L'ÉCONOMIE

Michael Lewis et Pat Conaty
**IMPÉRATIF TRANSITION.
CONSTRUIRE UNE ÉCONOMIE
SOLIDAIRE**

Montréal, Écosociété, 2015, 420 p.

Après avoir fait paraître, en 2010, une traduction française du *Manuel de transition* de l'enseignant en permaculture Rob Hopkins, un guide consacré à des solutions permettant aux citoyens de construire localement des sociétés écologiques et résilientes, les éditions Écosociété poursuivent dans la même lignée avec *Impératif transition*, paru en anglais en 2012. Michael Lewis, engagé depuis 35 ans dans le développement économique communautaire et l'économie sociale et coopérative, et Pat Conaty, qui s'intéresse aux solutions à l'endettement des ménages, au développement de la finance communautaire et aux fiducies foncières communautaires, en sont les auteurs. Le premier a fondé le Centre canadien pour le renouveau communautaire ; le second est membre de la New Economics Foundation et chercheur associé à Co-operative UK.

Les auteurs partent du constat, largement partagé, que notre dépen-



dance au pétrole et à une croissance économique sans fin nous mène vers un mur et menace la survie même de notre espèce sur la planète. Face à l'instabilité d'une économie-casino qui fait des ravages et devant la menace des bouleversements climatiques, ils proposent des voies de sortie fécondes. Tout au long de l'ouvrage, sept principes de résilience sont proposés, permettant aux lecteurs de juger de la valeur des innovations exposées et proposées : la diversité, la modularité, le capital social, l'innovation, le chevauchement, les boucles de rétroaction serrées et, enfin, les services fournis par les écosystèmes. De ces principes découlent, selon eux, quatre grandes stratégies : reconquérir les communs, réinventer la démocratie, construire une économie de solidarité sociale et établir les prix en fonction du fait que les gens et la planète comptent par-dessus tout.

De façon généralement convaincante et stimulante, chaque chapitre explore des chantiers à mettre en œuvre localement et présente des réalisations inspirantes de citoyens actifs un peu partout sur la planète. Par exemple, le chapitre intitulé « Au-delà de l'endettement : le prêt sans intérêt » lance une charge contre l'intérêt exigé par les banques, en le comparant à de l'usure qui maintient les travailleurs et les États dans le piège de l'endettement. On propose ainsi le prêt sans intérêt mis de l'avant par la coopé-

rative bancaire JAK, en Suède. « Débarrassés du fardeau des coûts d'intérêt, ménages, communautés et gouvernements peuvent réinvestir temps et argent pour améliorer leurs moyens d'existence et favoriser l'épanouissement de la vie collective » (p. 99). À l'aide de graphiques comparatifs, les auteurs démontrent l'efficacité désarmante du système JAK, dont les membres contractent souvent des emprunts pour refinancer des prêts obtenus de banques commerciales, épargnant ainsi des milliers de dollars en frais d'intérêt.

Tout au long des 12 chapitres, d'autres voies concrètes nous sont présentées : le logement abordable à perpétuité (avec le modèle de fiducie foncière communautaire en essor aux États-Unis), l'autosuffisance énergétique (par l'exemple de la Yorkshire Energy Services et celui de la ville suédoise de Kristianstand), l'agriculture soutenable (avec le mouvement japonais Seikatsu), la souveraineté alimentaire (avec La Via Campesina latino-américaine) et le capital coopératif (avec le système basque Mondragon). Ce ne sont que quelques-unes des expérimentations discutées par les auteurs, à travers lesquelles des citoyens déterminés mettent en branle un mouvement de résilience globale joliment et vertement révolutionnaire.

Tout en tenant compte des particularités locales dans l'élaboration de tels projets durables, les lecteurs pourront constater qu'il est bel et bien possible, ici et maintenant, dans nos milieux de vie, d'améliorer substantiellement nos rapports sociaux, politiques, économiques et écologiques, en mettant sur pied des projets audacieux mais réalisables qui répondent bien à nos besoins. Les auteurs nous invitent ainsi avec intelligence à décoincer notre vision des choses, pour s'engager et accomplir ensemble cette ambitieuse « Grande Transition ».

BENOIT ROSE

POUR UN NOUVEL UNIVERSALISME

Sophie Bessis

LA DOUBLE IMPASSE. L'UNIVERSEL À L'ÉPREUVE DES FONDAMENTA-LISMES RELIGIEUX ET MARCHAND

Paris, La Découverte, 2014, 240 p.

L'historienne Sophie Bessis porte un regard inquiet et pénétrant sur les deux grandes idéologies postmodernes – ce qu'elle appelle la double impasse – à l'œuvre dans le monde actuel : les fondamentalismes religieux et le fondamentalisme capitaliste, les deux s'accommodant très bien l'un de l'autre. Elle montre que leurs effets se conjuguent pour rejeter l'individu libre de la modernité et le dépouiller de sa capacité à s'organiser en collectif politique.

Où et comment un nouvel universalisme pourrait-il se reconstruire ? C'est à cette question que le livre tente de répondre. Il s'organise en trois grandes parties. Dans la première, « Le temps de l'anomie », l'auteure se penche sur l'état général du monde après la révolution conservatrice économico-religieuse des années 1980. Nous sommes placés devant une planète finie, réalité que nous refusons d'affronter parce que notre système marchand ne peut vivre que d'une expansion sans limite. L'auteure examine les liens possibles entre les révolutions démographique et technologique de la deuxième moitié du XX^e siècle et les phénomènes de l'accaparement des terres, de la pauvreté des masses et même de la guerre. Malgré de telles catastrophes, nous refusons de comprendre qu'il faut habiter le monde autrement : « Penser la limite nous est proprement insupportable ».

« Révolutions et contre-révolutions », la deuxième partie, scrute ensuite l'émergence des aspirations démocratiques en même temps que la montée du fondamentalisme religieux dans le monde arabo-musulman. Ici, la connaissance étendue de l'histoire politique et intellectuelle des pays du Moyen-Orient que possède Bessis, ori-



ginaire de Tunisie et auteure de plusieurs ouvrages sur la région, facilite la compréhension d'une réalité parfois difficile à lire du Québec. Elle rappelle la situation ambivalente de ces sociétés où les valeurs universelles ont été amenées par les colonisateurs, ceux-là mêmes qui, en même temps, bloquaient toute évolution vers la liberté. Puis, elle examine les multiples changements de la période récente, notamment les alliances entre fondamentalistes et modernistes avant et après la chute des dictatures. Elle relève, en les éclairant, les multiples tensions et contradictions : celles, par exemple, entre les aspirations à la liberté politique et la résistance à une liberté purement individuelle ; ou encore l'opposition entre un islamisme transnational fondamentaliste, financé par le pétrole de la péninsule arabique, et des islams locaux.

Enfin, la troisième partie, « L'Occident à sa fenêtre », met au jour les contradictions des politiques occidentales qui, pour protéger leurs intérêts économiques, s'allient à des gouvernements qui financent et soutiennent un islam fondamentaliste tout en professant haut et fort leur attachement aux

droits de la personne, et notamment aux droits des femmes, qui sont bafoués dans ces mêmes pays. Inversement, les mouvements et gouvernements islamistes, tout en se posant comme anti-occidentaux, acceptent sans trop de douleur le libéralisme économique.

Dans le regard occidental, deux différentielismes empêchent l'émergence d'universaux. Celui de la droite continue à réduire les sociétés arabo-musulmanes à leur seule dimension religieuse et à les stigmatiser comme étant inéluctablement fermées à l'idée même de progrès. Celui de la gauche, pour sa part, essentialise à sa manière les cultures arabo-musulmanes en les enfermant dans une identité musulmane fondamentaliste, l'islam politique apparaissant à ses yeux comme une entreprise de décolonisation. L'Occident s'empêche ainsi de voir et de se solidariser avec ceux et celles qui, dans le monde arabe, se réclament de valeurs universelles. Cette analyse des différentielismes interpelle les Occidentaux que nous sommes. Des exemples québécois y sont d'ailleurs mentionnés.

Au terme de cet ouvrage, nul projet libérateur n'émerge des deux fondamentalismes mondialisés, qui offrent comme seul horizon l'obéissance à des lois indiscutables, relevant tantôt d'une révélation prétendument divine, tantôt du dogme néolibéral. Malgré

cela, Bessis veut croire que le Sud, et notamment le monde arabo-musulman, tiraillé qu'il est entre des aspirations réelles à la liberté et la crainte de perdre son identité, pourrait être un lieu d'éclosion de nouvelles valeurs universelles communes à toute la planète. S'il n'en fait pas véritablement la démonstration, son livre a le grand mérite d'éclairer certaines contradictions profondes et de nous permettre ainsi de poursuivre notre recherche pour un monde plus humain.

CLAIRE DORAN

ENTRE VIE ET PENSÉES

Edgar Morin et Tariq Ramadan
AU PÉRIL DES IDÉES. LES GRANDES QUESTIONS DE NOTRE TEMPS
Paris, Presses du Châtelet,
2014, 281 p.

Ce livre offre une conversation intelligente et fascinante entre deux personnages bien connus appartenant à des milieux intellectuels différents : Edgar Morin, intellectuel engagé, non-croyant, critique depuis des années du capitalisme et de la culture dominante dépouillée de ses valeurs humanistes ; et Tariq Ramadan, penseur musulman qui enseigne aux adeptes de l'islam une façon de vivre en fidélité avec leur

Abonnez-vous!

www.cssante.ca

418 682-7939

Un espace de réflexion, d'analyse, de dialogue et d'information

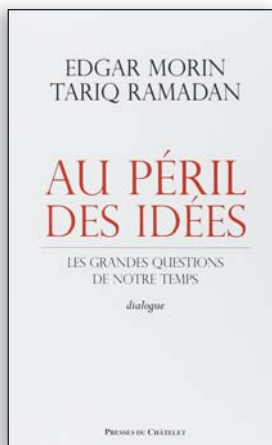





foi dans la société occidentale, démocratique et pluraliste, tout en portant un regard critique sur elle. Il contribue ainsi à mieux nous faire comprendre la crise actuelle de la civilisation occidentale, tout en apportant des propositions qui favorisent une possible renaissance.

Les conversations, animées par Claude-Henry du Bord, couvrent d'abord des sujets plutôt philosophiques : science et conscience morale, les mots et leur interprétation, les défis de la société démocratique, l'intériorité et le sens de la vie. Puis, les deux intellectuels abordent des sujets plus concrets : le fondamentalisme, la question palestinienne et la guerre au terrorisme.

Morin et Ramadan sont des amis. Malgré leur différence en matière de croyance religieuse, ils partagent la conviction profonde que les êtres humains ont une vocation éthique, dont découle l'obligation de fonder des institutions qui servent le bien-être de tous. Edgar Morin, marxiste dans sa jeunesse, a répudié très tôt le stalinisme pour des raisons éthiques, refusant d'accepter le traitement inhumain imposé à des dissidents. Cet homme de gauche ne s'identifie à aucune idéologie, persuadé que la meilleure politique doit rester ouverte à la critique de ceux et celles qui se trouvent traités injustement par elle.



Cette préoccupation éthique, Tariq Ramadan la partage. Il a toujours critiqué la pratique purement rituelle de l'islam qui néglige la priorité de l'appel à l'éthique. Dans cette conversation avec Morin, il présente surtout les idées de l'éthique sociale musulmane – très proches de la doctrine sociale de l'Église catholique depuis Jean XXIII –, un sujet traité longuement dans ses livres.

Tous les deux sont convaincus que pour échapper à la crise de notre civilisation, il faut plus que la reconstruction des institutions ; une conversion du cœur menant à une éthique de la solidarité est aussi nécessaire. Il nous faut, dit Morin, une véritable métamorphose de la culture. Ce penseur critique garde une grande sensibilité envers la vie intérieure. Il se dit non-croyant, mais il parle de son âme et regarde l'appel éthique qu'il entend dans sa conscience comme un don, comme quelque chose qu'il n'a pas produit lui-même, mais qu'il a reçu. Il garde l'espoir parce qu'il arrive quelquefois dans l'histoire qu'un évé-

nement imprévisible sauve une société d'une catastrophe.

Les deux ne se demandent pas seulement ce qu'il faut penser de la situation actuelle, mais aussi ce qu'il faut faire. Selon eux, on doit chercher à vivre autrement, tant sur le plan personnel que public. Appelés par l'éthique à la résistance, il faut nous efforcer d'humaniser la vie collective par des gestes de solidarité, et la vie personnelle, par l'amour du prochain.

Morin et Ramadan évoquent enfin l'humiliation infligée à ce dernier en France. Respecté en Angleterre, où il est maintenant professeur, Ramadan est dénoncé par un groupe de journalistes et d'écrivains de l'Hexagone qui le voient comme un radical dangereux. En 2013, le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a même annulé sa participation à une conférence en Italie, en raison de la présence de Tariq Ramadan. Je doute que ses accusateurs aient lu attentivement ses livres. Ils se basent plutôt sur des articles parus dans les journaux et des entrevues télévisées. Ayant étudié son œuvre, je trouve grandement injuste le traitement qu'il reçoit en France. Ce livre est donc une contribution susceptible d'éclairer bien des Français et de prémunir le Québec contre un tel jugement hâtif.

GREGORY BAUM

Notre dernier numéro :
**Le patrimoine religieux,
enjeux pour l'avenir**

(418) 653-6353
cahiersi@centremanse.org
www.centremanse.org

**Cahiers
de spiritualité
ignatienne**

3 numéros par an

La spiritualité en dialogue avec la culture contemporaine



REFUSONS
L'AUSTÉRITÉ

refusons.org





La radio citoyenne de **Montréal**

illico chaîne 574 | www.cibl1015.com